

TEBBOUNE REÇOIT EXXONMOBIL ET CHEVRON

L'ALGÉRIE SÉDUIT LES MASTODONTES DU PÉTROLE AMÉRICAIN

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8223 JEUDI 26 JUIN 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

PARLEMENT ARABE

Alger soigne sa stratégie

Page 3

CRISE EN LIBYE

L'ALGÉRIE APPELLE À UNE SOLUTION URGENTE

Depuis quelques semaines, la résurgence des combats et la détérioration de la situation sécuritaire en Libye inquiètent la communauté internationale. Les pays du voisinage, notamment l'Algérie et l'Egypte, qui ont une longue frontière avec la Libye, s'alarment de l'état de blocage politique et du maintien d'un statu quo qui ne garantit rien, ni la sécurité, ni la stabilité, ni même le progrès et le développement dans ce territoire riche en pétrole et en gaz. Pour Alger, deux exigences doivent être réalisées : la cessation inconditionnelle de toutes les formes d'ingérence étrangère en Libye et la relance d'un processus électoral inclusif. **Page 3**



CYBERSÉCURITÉ

Une exigence éthique avant tout

Page 2

URBANISME ET TECHNOLOGIES SPATIALES

L'USTHB explore les outils de demain

Page 6

BEM

Les corrections des copies achevées

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

CYBERSÉCURITÉ

Une exigence éthique avant tout

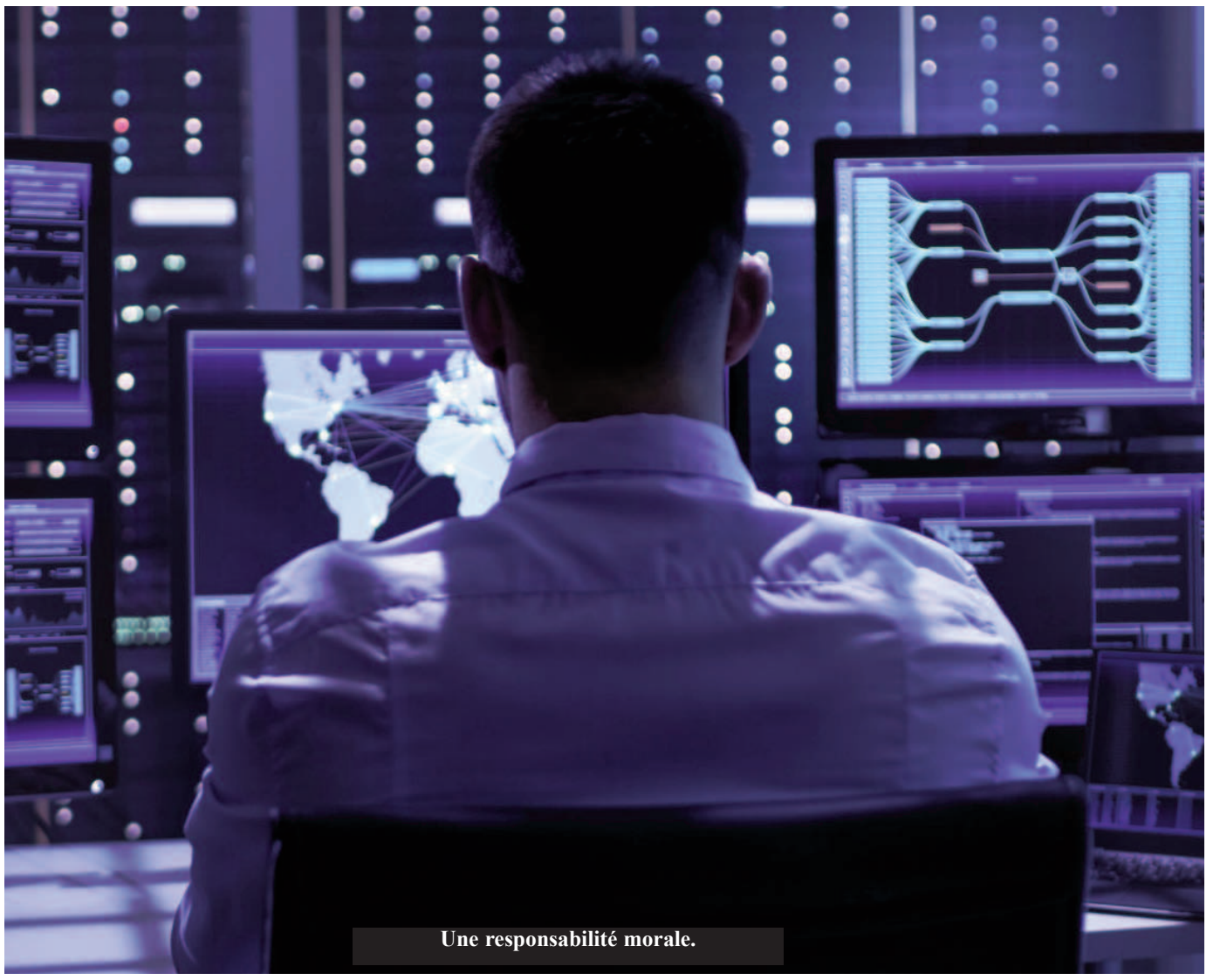
À l'ère du numérique, la cybersécurité est d'abord une responsabilité morale, avec un ancrage éthique au service de la justice et de la société. C'est ce qu'a indiqué, hier à Alger, Tahar Mamouni, président de la Cour suprême et vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, à l'occasion d'une journée d'étude dédiée à la protection des données sensibles et aux impératifs déontologiques de la profession judiciaire.

Prenant la parole en ouverture de cette rencontre scientifique, tenue sous le thème « La cybersécurité et l'éthique de la profession judiciaire », M. Mamouni a affirmé d'emblée que cette initiative s'inscrivait dans « le cadre du travail de coopération entre le Conseil supérieur de la magistrature et les autres institutions et organismes concernés par les domaines juridique et judiciaire, avec pour objectif la promotion des savoirs et le renforcement des synergies ».

Revenant sur les bouleversements profonds que connaît le monde dans le domaine des technologies de l'information, il a souligné que « le développement rapide que connaît notre monde contemporain dans les domaines de la numérisation, de l'intelligence artificielle et des technologies modernes de l'information et de la communication, ainsi que dans le traitement automatisé des données, impose inévitablement l'instauration d'un système de cybersécurité efficace ». Il a également rappelé que ce système ne peut plus être considéré comme un simple outil technique ou un rempart technologique isolé, mais bien comme une nécessité stratégique qui accompagne la transformation des sociétés modernes.

Il a ajouté que l'architecture de ce système de protection a plusieurs objectifs essentiels, notamment « la sécurisation des systèmes informatiques, des réseaux et des données sensibles, qu'elles soient personnelles ou financières, en interdisant l'accès non autorisé d'une part, et en prévenant les attaques cybernétiques susceptibles de nuire aux organisations ou à leurs systèmes d'information d'autre part ». Il a ainsi insisté sur l'impératif d'adopter « des mécanismes de protection performants » adaptés à l'évolution des menaces et fondés sur une approche rigoureuse, anticipative et durable.

L'un des axes centraux de son intervention a porté sur la dimension éthique de la cybersécurité. Pour M. Mamouni, il ne saurait y avoir de sécurité numérique véritable sans enracinement d'une conscience professionnelle fondée sur des valeurs éthiques fortes. Il a déclaré que « l'exercice de la cybersécurité exige l'enracinement d'une culture professionnelle fondée sur le respect des règles et des principes de l'éthique professionnelle et de la responsabilité ». Il a également expliqué que cette culture oriente en profondeur les comportements, les choix et les méthodes des professionnels chargés de protéger les infrastructures numériques et les informations judiciaires confidentielles.



Une responsabilité morale.

Dans un monde où les données sont devenues une ressource précieuse, parfois même une cible, la posture éthique devient dès lors un rempart indispensable. « Elle guide le professionnel de la cybersécurité dans l'exécution des missions qui lui sont confiées, en veillant au respect de la vie privée, à la transparence, à la responsabilité et aux règles de justice », a insisté M. Mamouni, ajoutant que cette éthique ne se limite pas à un simple cadre normatif mais qu'elle traduit un engagement profond envers les principes de dignité, d'équité et de service public. Il a affirmé que la cybersécurité, avant d'être une technologie, est une « responsabilité éthique ». C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, « elle constitue un domaine indissociable des exigences de l'éthique professionnelle, les deux convergeant vers un même but : la protection des individus, des entités et de la société ». Une vision qui réaffirme l'importance du facteur humain dans les processus de sécurisation numérique, et qui place la justice comme un terrain de vigilance et d'exemplarité.

Abordant la dimension nationale de cette réflexion, M. Mamouni a mis en exergue l'intérêt croissant accordé par les plus hautes autorités de l'Etat à la moralisation de la vie judiciaire. Il a rappelé, à ce propos, que « conformément aux orientations des autorités supérieures du pays, au premier rang desquelles se trouve le président de la République, président du Conseil supérieur de la magistrature, un intérêt particulier est accordé à l'éthique du travail judiciaire ».

Cette orientation traduit une volonté politique affirmée d'inscrire la justice algérienne dans une dynamique d'intégrité, de rigueur et de modernité, notamment dans sa relation à l'univers numérique. Dans ce contexte, il a annoncé la mise en place d'un programme de formation, élaboré par le Conseil supérieur de la magistrature, dans le cadre des missions qui lui sont dévolues. Ce programme vise, selon ses termes, « à consolider les liens avec les juridictions, à développer les connaissances juridiques et à instaurer une dynamique participative permettant d'atteindre les objectifs escomptés ». Il a souligné qu'il s'agit là d'une démarche globale qui associe les impératifs techniques de la cybersécurité aux valeurs humaines de la justice.

Le magistrat a assuré qu'à travers cette journée d'étude, c'est toute une démarche cohérente qui se dessine, visant à ériger l'éthique judiciaire et la cybersécurité en piliers complémentaires d'une justice moderne, responsable, accessible et pleinement tournée vers la protection du citoyen dans toutes ses dimensions.

Sihem Bounabi

MENACES NUMÉRIQUES

Alerte contre la dangerosité des cyberattaques

LA PRÉSIDENTE de la cour d'Alger, Douniazed Guellati, a mis en garde, hier, contre la dangerosité croissante des cyberattaques, estimées comme l'une des formes les plus graves de criminalité contemporaine.

Soulignant l'impact direct de ces actes sur la vie privée des citoyens et l'intégrité des systèmes informatiques, la magistrate a insisté sur le caractère rigoureux de la législation en la matière. « Le Code pénal prévoit des dispositions précises incriminant toute intrusion illicite dans les systèmes de traitement automatisé de données, notamment lorsqu'elle vise à altérer ou à dérober des informations », a-t-elle déclaré à la presse en marge de la journée d'étude consacrée à la cybersécurité. Elle a également évoqué l'étendue du cadre juridique, qui couvre d'autres formes de délits numériques comme l'escroquerie en ligne, l'usurpation d'identité ou encore les atteintes aux données à caractère personnel. Mais au-delà du volet législatif, l'Algérie a entrepris un renforcement de ses dispositifs institutionnels. « Des unités spécialisées ont vu le jour au sein des services d'enquête et du corps judiciaire, ce qui a permis la création d'un pôle national dédié à la lutte contre la cybercriminalité rattachée à la cour d'Alger d'Alger », a-t-elle révélé.

Elle a, par ailleurs, salué le rôle essentiel joué par plusieurs organes dans la sécurisation de l'espace numérique, à l'image de l'Agence nationale de cybersécurité et de l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel, qui œuvrent de concert pour prémunir le pays contre les multiples formes de menaces électroniques. La magistrature a, en outre, estimé que les outils juridiques et réglementaires existent bel et bien, mais que le véritable défi réside dans la coordination et la mutualisation des efforts. Concluant qu'« il est impératif de renforcer la synergie entre tous les acteurs concernés, pour une riposte collective et efficace à ces nouvelles menaces qui pèsent non seulement sur la sécurité nationale mais aussi sur la cohésion de la société », a-t-elle conclu.

S. B.

CRISE EN LIBYE

L'Algérie appelle à une solution politique urgente

Depuis quelques semaines, la résurgence des combats et la détérioration de la situation sécuritaire en Libye inquiètent la communauté internationale. Mais c'est surtout les pays limitrophes qui sont préoccupés par cette situation ouverte à tous les scénarios et à tous les dangers. Les pays du voisinage, notamment l'Algérie et l'Egypte, qui ont une longue frontière avec la Libye, s'alarment de l'état de blocage politique et du maintien d'un statu quo qui ne garantit rien, ni la sécurité, ni la stabilité, ni même le progrès et le développement dans ce territoire riche en pétrole et en gaz.

La recherche d'une solution à la crise libyenne est devenue plus qu'une nécessité, une urgence réitérée à chaque fois dans les foras internationaux. Pour Alger, deux exigences doivent être réalisées : la cessation inconditionnelle de toutes les formes d'ingérence étrangère en Libye et la relance d'un processus électoral inclusif.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Libye, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a tiré la sonnette d'alarme sur la dégradation continue de la situation sécuritaire et politique dans ce pays.

« Il y a deux mois, nous avions déjà alerté sur la fragilité de la situation en Libye, et malheureusement, la réalité nous donne raison : elle ne fait que s'aggraver », a déclaré M. Bendjama, qui s'exprimait au nom du groupe africain élargi +A3 (Algérie, Guyana, Somalie et Sierra Leone).

A ce titre, le représentant de l'Algérie a rappelé que la Libye souffre depuis des années d'un blocage politique persistant, qui continue d'entraver toute tentative de stabilisation durable.

Le diplomate algérien a déploré la résurgence des combats dans la capitale, qualifiant les derniers développements de « particulièrement inquiétants » et a souligné que « ces combats posent de graves risques pour la stabilité nationale et soulignent l'urgence de parvenir à une solution pacifique par le dialogue ». Dans ce sens, M. Bendjama a appelé à mettre fin à toutes les activités armées en dehors des cadres légaux,



Amar Bendjama.

et salué les efforts du Conseil présidentiel libyen pour calmer les tensions et restaurer l'ordre.

M. Bendjama a également salué la création d'un comité de trêve et l'établissement d'une interdiction des mouvements armés à Tripoli, mesures qu'il juge cruciales pour rétablir la confiance.

Dans le même élan, il a plaidé pour l'organisation d'élections nationales libres et transparentes, avec l'appui des Nations unies, en vue d'unifier les institutions libyennes et d'assurer une gouvernance légitime.

Cette instabilité politique et sécuritaire a eu des impacts négatifs sur la situation économique du pays, aggravant la situation sociale des populations et entravant le développement infrastructurel du territoire. A ce propos, le diplomate algérien a exprimé les inquiétudes du groupe A3+ concernant l'aggravation de la crise économique en Libye, exacerbée selon lui par l'absence d'un budget unifié et par une gouvernance défaillante. Il a également réitéré une demande claire : la cessation immédiate et inconditionnelle de toutes les formes d'ingérence étrangère, ainsi que le retrait de tous les combattants et mercenaires étrangers du territoire libyen.

Dans ce sillage, il a également mis en garde contre l'extension potentielle du conflit à l'échelle régionale, citant les récents affrontements dans la zone frontalière entre la Libye, le Soudan et l'Egypte comme une preuve de la menace grandissante de guerre par procuration.

Récemment, une initiative tripartite formée par l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte, appelée « Mécanisme », a exigé de toutes les parties libyennes de faire preuve de la plus grande retenue et de cesser immédiatement toute escalade, afin de garantir la sécurité du peuple libyen.

Les trois pays ont souligné l'importance de parvenir à un consensus entre toutes les parties et de relancer un processus politique. Ce plan s'articule sur quatre axes : l'unification de toutes les institutions (gouvernement, armée, police et douanes), un consensus sur les dispositifs juridiques à mettre en place (comme les lois électorales), l'organisation simultanée d'élections législatives et présidentielle, et enfin le départ de toutes les milices et autres mercenaires étrangers. Pour rappel, les Etats-Unis ont salué l'initiative conjointe de l'Egypte, de l'Algérie et de la Tunisie visant à promouvoir l'apaisement et la paix en Libye. Pour Washington, il s'agit d'une coordination régionale « cruciale ».

Mohamed K.

PARLEMENT ARABE

Alger soigne sa stratégie

À LA VEILLE de la session finale du Parlement arabe, qui se tiendra au Caire, Azouz Nasri, président du Conseil de la nation, a réuni hier la délégation algérienne pour assurer une représentation forte et cohérente des intérêts du pays. Sous la houlette du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie réaffirme son engagement en faveur de la solidarité et de la coordination entre les Etats arabes, notamment sur des dossiers clés comme la cause palestinienne. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la Chambre haute du Parlement.

Selon la même source, cette rencontre vise à garantir une contribution efficace et constructive, reflétant les ambitions du pays dans son environnement régional. Le président du Conseil a souligné que, sous l'impulsion du président de la République, l'Algérie considère le renforcement de « la solidarité arabe » et la coordination entre les Etats arabes comme des axes fondamentaux de sa politique, dans un contexte régional marqué par de nombreux défis.

Le Conseil de la nation a indiqué que M. Nasri a mis l'accent sur l'importance de « la dimension arabe dans la diplomatie parlementaire algérienne ». Il a ainsi invité les membres du groupe parlementaire à défendre les positions constantes de l'Algérie sur les grandes questions, notamment la cause palestinienne. Il a également exhorté la délégation à soutenir les principes qui guident la politique étrangère de l'Algérie, en faveur de « la stabilité, de l'appui au développement et du resserrement des liens entre les Etats arabes », dans un contexte régional en quête de solutions communes.

Cette participation, a-t-il rappelé, s'inscrit dans le cadre de la consolidation de la diplomatie parlementaire, considérée comme « un levier stratégique de la politique étrangère algérienne ». Il convient de noter que la délégation est composée de Larbi Mouaz, président du groupe parlementaire du FLN, et de Aïssa Bouregba, vice-président du groupe parlementaire du tiers présidentiel.

Enfin, la réunion a permis de passer en revue les dossiers inscrits à l'ordre du jour du Parlement arabe, dans l'espoir « d'accomplir au mieux sa mission et de refléter les aspirations de l'Algérie dans son environnement arabe », conclut le communiqué.

Khalil Aouir

PHOSPHATE, EAU, ÉCOLES

Larbaoui à la manœuvre

LE PREMIER ministre Nadir Larbaoui a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée au suivi de plusieurs projets structurants et à la présentation d'exposés portant sur des secteurs clés. C'est ce qu'a indiqué un communiqué des services du Premier ministère.

À l'ouverture de la séance, un point a été consacré à l'état d'avancement du méga-projet du phosphate intégré, englobant aussi bien les volets industriels que l'infrastructure ferroviaire minière qui l'accompagne. Inscrits dans le cadre de la stratégie nationale impulsée par le président de la République, ces deux projets visent à valoriser les ressources minières du pays et à développer une industrie nationale à haute valeur ajoutée, tout en contribuant à l'atteinte de la souveraineté économique et de la sécurité alimentaire.

La réunion a également abordé la carte scolaire nationale, un outil stratégique de planification destiné à organiser de manière équitable et rationnelle l'implantation géographique des établissements publics d'enseignement. L'objectif est de garantir des conditions optimales de scolarisation pour les élèves sur l'ensemble du territoire.

Un autre point a été consacré à l'avancement de la mise en exploitation des unités industrielles confisquées par décision judiciaire définitive dans le cadre de la lutte contre la corruption. Ces unités, transférées au profit d'organismes publics, font actuellement l'objet de mesures destinées à assurer leur redémarrage effectif, conformément aux orientations du président de la République. Par ailleurs, le gouvernement a été informé de l'évolution du programme de sécurisation de l'alimentation en eau potable, notamment à travers l'exploitation progressive de nouvelles stations de dessalement d'eau de mer et la réalisation de plusieurs projets de raccordement et de transfert. Ces actions visent à améliorer significativement la qualité du service public de distribution d'eau.

M. D.

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

Un terroriste se rend à Adrar et 14 complices arrêtés

UN TERRORISTE s'est rendu aux autorités militaires d'Adrar, tandis que 14 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été interpellés lors de différentes opérations menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) sur l'ensemble du territoire national, durant la période du 18 au 24 juin 2025. C'est ce qu'a indiqué hier un bilan opérationnel de l'ANP, rendu public par le ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le terroriste identifié comme Lansari Ahmed, alias « Elhoubla », a remis les armes aux forces militaires de la 3e Région militaire d'Adrar. En sa possession, les soldats ont saisi une mitrailleuse automatique de type Dochka, un pistolet-mitrailleur kalachnikov, une importante quantité de munitions et d'autres équipements. Par ailleurs, plusieurs détachements ont arrêté 14 complices des groupes terroristes lors d'interventions coordonnées à travers le pays.

Concernant la lutte contre la criminalité organisée, des opérations conjointes de l'ANP, en coopération avec les services de sécurité, ont permis l'interpellation de 36 narcotrafiquants et la saisie de 8,68 quintaux de kif traité en provenance des frontières avec le Maroc. Par ailleurs, 50 kilogrammes de cocaïne ainsi qu'1 176 576 comprimés psychotropes ont été saisis dans plusieurs régions militaires.

Dans le sud du pays, notamment à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et In Salah, des détachements militaires ont arrêté 160 individus et saisi 51 véhicules, 73 groupes électrogènes, 71 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut, de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans l'orpaillage illicite.

Par ailleurs, 16 autres individus ont été appréhendés lors d'opérations ciblées au cours desquelles ont également été saisis deux pistolets-mitrailleurs, quatre pistolets automatiques, neuf fusils de chasse, plus de 30 700 litres de carburant, neuf quintaux de tabac, ainsi que 82 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et à la spéculation.

Sur les côtes nationales, les garde-côtes ont mis en échec plusieurs tentatives d'émigration clandestine, sauvant 469 personnes à bord d'embarcations artisanales. Dans le même temps, 287 migrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national.

M. B.

SONELGAZ ANTICIPE SUR LA DEMANDE DE L'ÉLECTRICITÉ

Un plan spécial été à Médéa

DANS le cadre de la préparation de la saison estivale en matière de fourniture d'énergie électrique à Médéa, Sonelgaz, via sa direction de distribution, a tracé un plan d'action spécial couvrant cette période qui connaît une consommation dont le trend suit une «courbe ascendante». Scindé en deux volets, le dispositif est axé sur la mise en service de nouvelles infrastructures et des «plans d'entretien adaptés et orientés» à même de répondre à la situation particulière liée à la hausse de la consommation électrique durant la saison estivale.
Le plan d'action est axé sur l'identification et la résorption des points noirs du système énergétique, le renforcement des réseaux de transport et de distribution de l'entreprise, l'entretien des stations de production de l'énergie et le lancement de l'opération de prévention et de lutte contre les incendies de forêt.
Assumant son rôle d'entité citoyenne en inscrivant dans son plan d'action relatif à la lutte contre les incendies de forêt, la direction de transport de l'électricité de Médéa a aussi participé aux travaux de réalisation de tranchées pare-feu sur une superficie de 18,48 ha et à l'élagage de 6794 arbres des branchages superflus.
Compte tenu de l'importante hausse de la consommation en énergie électrique, la direction de la distribution a consenti d'importants investissements pour un coût de près de 556 millions de dinars couvrant les frais d'acquisition de postes de transformation et l'achat de câbles électriques, a déclaré le directeur de la distribution, Chérif Adjmas, lors d'un point de presse animé au niveau de la salle de conférences de l'ODEJ de Médéa.
La présentation du bilan des investissements réalisés par l'entreprise, l'on fera cas du programme de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique qui est en phase d'achèvement total, le raccordement des zones enclavées, est-il indiqué.
A cela s'ajoute la mise en œuvre des autres actions contenues dans le programme du président de la République, notamment l'opération d'installation de 390 510 détecteurs de monoxyde de carbone qui a touché quelque 195 255 clients.
L'on rappellera également l'important portefeuille de clients géré par la direction de distribution, se répartissant entre 240 752 clients à l'énergie électrique et 164 779 à l'énergie électrique.
Cependant, le phénomène lié aux atteintes enregistrées sur les réseaux ne semble vouloir s'estomper si l'on sait que les pertes liées aux agressions sur les ouvrages ont coûté la bagatelle de 241 millions de cts, somme qui a impacté les équilibres financiers de l'entreprise.
Pour maintenir ses efforts de mettre à disposition de sa clientèle les moyens de confort procurés par l'énergie électrique durant la période estivale, le ministère de l'Industrie, des Mines et des Energies renouvelables et la Sonelgaz ont lancé une campagne de sensibilisation pour une utilisation rationnelle de cette énergie propre.

Nabil B.

UNE DÉLÉGATION ALGÉRIENNE EN NORVÈGE

Renforcement de la coopération dans le secteur de l'énergie

Une importante délégation algérienne, composée de plusieurs responsables dans le secteur de l'énergie, effectue une visite de travail en Norvège dans la perspective de renforcer la coopération bilatérale ainsi que le partage d'expertise entre les deux pays.



Partage d'expertise entre les deux pays.

Conduite par le directeur général des hydrocarbures au ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Amine Remini, la délégation est composée également des représentants du ministère, de Sonatrach, de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et de la société algérienne de l'énergie (AEC).
Cette mission s'inscrit «dans une perspective de renforcement de la coopération bilatérale et de partage d'expertise dans les domaines de l'énergie et des technologies propres », a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie, ajoutant que la rencontre est organisée en coordination avec la société norvégienne Equinor.
Cette mission a permis de «renforcer le dialogue stratégique avec les partenaires norvégiens, d'identifier des opportunités concrètes de collaboration dans des projets énergétiques durables, et de positionner l'Algérie dans les nouvelles dynamiques mondiales liées à la transition énergétique et à la sécurité des approvisionnements », a souligné le département de Mohamed Arkab. Les échanges entre les deux parties ont porté sur les «nouvelles pratiques en matière de capture et de stockage du carbone (CCS), de décarbonation, de dessalement de l'eau de mer», ainsi que sur «la fiscalité pétrolière», est-il précisé dans le même communiqué, ajoutant qu'outre l'ambassadrice d'Algérie à Oslo, la rencontre a vu également la présence des représentants d'Equinor en Algérie, et de diplomates de l'ambassade de Norvège à Alger, ainsi que de nombreux cadres des organismes nationaux susmentionnées.
Des rencontres avec les principales institutions norvégiennes du secteur, telles que la direction générale norvégienne du pétrole, et l'agence des industries océanique sont aussi inscrites dans l'agenda de la visite de la délégation algérienne à Oslo, a signalé le ministère, affirmant que les discussions ont permis «d'approfondir la compréhension du cadre réglementaire norvégien et de son modèle de gouvernance énergétique axé sur le respect des normes environnementales et les objectifs de neutralité carbone ».
Sur le plan technique, la délégation a visité plusieurs infrastructures stratégiques, notamment le projet Northern Lights – premier projet transfrontalier mondial de transport et de stockage de CO_2 –, la centrale de capture du carbone de Mongstad, ainsi que les centres de recherche et d'opérations d'Equinor à Bergen, Hywind (éolien flottant). D'autres sites liés aux énergies solaire, éolienne et offshore sont également au programme, a précisé la même source.

T. G.

TEBBOUNE REÇOIT EXXONMOBIL ET CHEVRON

L'Algérie séduit les mastodontes du pétrole américain

AU LENDEMAIN d'une rencontre avec une délégation de l'américain Chevron, visant à dynamiser la coopération énergétique avec les leaders mondiaux du secteur des hydrocarbures, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, une délégation représentant la compagnie ExxonMobil, l'un des poids lourds américains de l'industrie pétrolière. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la présidence.
La rencontre s'est tenue en présence Boualem Boualem, directeur de cabinet à la présidence, de Mohamed Arkab, ministre d'État chargé de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, de Rachid Hachichi, PDG de Sonatrach, ainsi que de Ammar Abba, conseiller du Président pour les affaires diplomatiques. L'audience accordée aux représentants du géant américain ExxonMobil vise à encourager l'investissement étranger et à explorer de nouvelles pistes de coopération, notamment dans les hydrocarbures et la transition vers des sources d'énergie durables.
Pour rappel, cette audience fait suite à celle de la veille, au cours de laquelle le président de la République s'était entretenu avec Joe Cook, vice-président au développement commercial de la compagnie Chevron. Au sortir de l'audience, Cook avait salué une rencontre «encourageante», soulignant ainsi sa détermination à «poursuivre les discussions» et à renforcer les liens avec l'Algérie. «J'ai eu l'honneur d'être reçu par le président de la République, le ministre de l'Energie et le PDG de Sonatrach. Cette rencontre nous encourage car il y a un accord de principe entre nous pour entamer les négociations et commencer le travail.» Il a également souligné avoir «constaté une volonté de poursuivre les discussions», ce qui témoigne d'un environnement propice au développement des activités de Chevron dans le pays.
Ces déclarations préfigurent des avancées significatives dans les échanges entre les compagnies pétrolières américaines et les autorités algériennes, préparant ainsi le terrain à des alliances potentielles dans le secteur de l'énergie. Les audiences accordées par le président Tebboune aux deux délégations américaines représentant les leaders mondiaux du secteur de l'énergie entre dans le cadre de la feuille de l'Algérie pour faire du pays un pôle d'attraction énergétique,

K. A.

DANS L'OBJECTIF D'INTÉGRER LES CHAÎNES DE VALEUR INTERNATIONALES

L'investissement productif en point de mire

L'Algérie, qui a fixé le cap de l'attractivité des investissements, affiche une volonté de s'intégrer davantage dans les chaînes de valeur mondiales, à la lumière des réformes économiques engagées. Le défi aujourd'hui étant d'intégrer ces chaînes de valeur, compte tenu de la conjoncture internationale, marquée notamment par la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement et la recherche de nouvelles localisations plus flexibles et surtout plus proches des ressources et des marchés.

La question a été en débat hier lors d'une conférence économique organisée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), en collaboration avec la Safex, sous le thème : «Promouvoir l'investissement productif : moteur stratégique pour intégrer l'Algérie dans les chaînes de valeur régionales et internationales», tenue en marge de la 56e édition de la Foire internationale d'Alger.
Intervenant à l'ouverture de cette conférence, le président de l'AAPI, Omar Rekkache, qui a souligné l'importance de cette thématique eu égard aux changements profonds qu'enregistre l'économie mondiale, a passé en revue la nouvelle stratégie d'investissement de l'Algérie.
«Il est évident qu'un pays qui aspire à réaliser un développement qualitatif et durable doit impérativement se positionner dans les chaînes de valeur, non pas uniquement comme exportateur de matières premières mais en tant que centre de production industriel et de services», a affirmé M. Rekkache, mettant en avant l'ambition de l'Algérie d'aller dans cette direction.
«C'est à ça qu'œuvre l'Algérie, à travers sa nouvelle politique d'investissement qui se base sur l'attractivité des investissements étrangers productifs et l'exploitation des facteurs de compétitivité d'une manière orientée et intelligente», a-t-il précisé, mettant en avant les avantages et les facteurs de compétitivité du pays. Selon lui, il est essentiel d'œuvrer tous ensemble pour transformer le grand potentiel de l'Algérie en des acquis, et ce, a expliqué le président de l'AAPI, en captant les investissements nationaux et étrangers mais surtout les orienter



Pour un développement durable.

vers des secteurs prioritaires capables de réaliser une intégration rapide et efficace dans ces chaînes de valeur.
Il a, dans ce sens, cité des secteurs identifiés comme étant prometteurs, à l'instar des industries de transformation des matières premières (industrie pétrochimique, plastique…), l'agriculture et l'agroalimentaire, les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, les industries mécaniques et électroniques… Il a, dans cette optique, fait part de l'orientation des avantages et les incitations vers ces secteurs prioritaires.
De son côté, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a souligné l'importance de cette thématique qui reflète l'orientation nationale visant à ancrer les bases d'une économie productive, diversifiée et compétitive. Dans un message lu en son nom par Ahmed Mokrani, directeur de la régulation et du marché national au ministère, M. Zitouni a souligné la démarche «audacieuse et structurée» adoptée en vue d'améliorer le climat d'investissement et l'ensemble des incitations accordées aux investisseurs. Il a ajouté que cette démarche reflète la volonté de l'Etat de faire de l'Algérie un pôle d'investissement par excellence dans la région.
Il a, par ailleurs, signalé l'importance stratégique d'investir dans les grandes surfaces commerciales, les considérant comme «l'outil efficace d'organiser les chaînes de distribution et ainsi mettre un terme aux pratiques frauduleuses et augmenter la qualité de service présentée aux consommateurs».
Il a ainsi appelé les opérateurs locaux et étrangers à saisir cette opportunité en orientant leurs investissements vers ce secteur prometteur.
L'importance d'orienter l'investissement vers des secteurs à forte valeur ajoutée a été, en outre, soulignée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, dans un message lu en son nom par son représentant Abdellatif Houari. Selon lui, l'intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur internationales nécessite la mobilisation des efforts de toutes les parties prenantes, des secteurs public et privé.

Lilia Aït Akli

Investissements en partenariat : plus de 9 milliards de dollars enregistrés par l'AAPI

L'ALGÉRIE continue d'attirer les investissements étrangers. 270 projets d'investissement impliquant des partenaires étrangers, représentant une valeur de plus de 9 milliards de dollars, sont enregistrés au niveau de l'AAPI depuis sa création. C'est ce qu'a annoncé, hier, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, en marge de la conférence sur «l'investissement productif», organisée à l'occasion de la Foire internationale d'Alger. Ces projets, enregistrés depuis le 1er novembre 2022, date du début d'activité de l'agence, concernent des investissements directs étrangers et ceux en partenariat avec des opérateurs locaux. Ils couvrent divers secteurs, notamment l'industrie, l'agriculture et les énergies renouvelables. Selon le DG de l'AAPI, ce chiffre reste provisoire, d'autant que l'Agence continue de recevoir de nombreuses manifestations d'intérêt de la part des investisseurs étrangers. Mettant en avant les avantages et incitations accordés aux investisseurs, il a fait part des efforts déployés pour accélérer la concrétisation de ces investissements.

L. A. A.



ENTREPRISES NATIONALES

Appel à saisir les opportunités des marchés africains

LE MINISTRE du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a appelé les entreprises algériennes à renforcer leur présence sur les marchés internationaux, notamment africains, après avoir réussi à couvrir les besoins du marché national. Lors de sa visite des pavillons de la 56e Foire internationale d'Alger (FIA), Rezig a affirmé que la diversité et la qualité des produits algériens ont permis de répondre aux besoins des consommateurs locaux et d'accéder à plusieurs marchés internationaux. Dans ce contexte, il a souligné l'importance d'exploiter les foires économiques, en tant qu'espaces de promotion du produit national et d'ouverture de nouvelles perspectives, rappelant que ses services ont élaboré un calendrier dédié à la participation algérienne aux foires internationales, s'étendant jusqu'à fin 2026 et concernant plusieurs pays africains. Il a également mis en relief les mesures prises par l'Etat pour encourager les exportations hors hydrocarbures, à travers l'accompagnement des opérateurs économiques dans leur parcours d'exportation. En visitant le stand de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), le ministre s'est félicité de l'accord conclu pour l'exportation des produits de cette entreprise vers le marché mauritanien, louant la qualité de ses produits. Il s'est aussi félicité des avancées réalisées par les entreprises privées activant dans les domaines des industries électroniques et de l'électroménager, qui ont réussi à s'introduire sur plusieurs marchés internationaux, en particulier en Afrique, qualifiée de «prometteuse» pour les produits algériens. Le ministre a également mis en lumière la contribution de la société «ENICAB» spécialisée dans la fabrication de câbles, basée à Biskra, à la réduction des importations dans ce secteur, tout en ouvrant de perspectives d'exportation prometteuses, notamment après le lancement de la production de câbles économes en énergie et écologiques, ainsi que le projet de fabrication de câbles à fibres optiques, dont l'entrée en service est prévue pour février 2026.

S. N.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU FNCA

Focus sur l'importance de l'assurance agricole

LES TRAVAUX de l'assemblée générale ordinaire du Fonds national de coopération agricole (FNCA) se sont ouverts hier au siège de l'institution, à Oran, sous la présidence du wali Samir Chibani. L'événement s'est déroulé en présence de plusieurs responsables et cadres du secteur, venus dresser le bilan des réalisations de l'année écoulée et débattre des perspectives de développement de l'agriculture à travers le levier stratégique de l'assurance. A cette occasion, le wali a prononcé une allocution dans laquelle il a souligné que l'assurance agricole constitue l'une des formes d'assurance les plus importantes, en raison de son rôle central dans la protection et l'essor du secteur agricole, ainsi que dans l'accompagnement des professionnels et des investisseurs, à travers les différentes institutions spécialisées. Il a rappelé que le fonds national de coopération agricole accorde une attention particulière aux agriculteurs, en les protégeant contre les divers risques susceptibles d'affecter leur activité.
M. Chibani a salué les efforts de l'État, qui accorde une priorité croissante à l'assurance agricole, notamment à travers le Plan national de développement agricole et rural destiné à assurer la stabilité du monde rural et l'équilibre alimentaire du pays. Ce plan, a-t-il poursuivi, offre aux agriculteurs des facilités concrètes leur permettant d'exercer leur activité dans un cadre sécurisé, de mieux affronter les aléas, et de bénéficier d'un accompagnement structuré. Il a ajouté que cela traduit l'engagement des plus hautes autorités du pays, en tête desquelles le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à répondre de manière efficace aux préoccupations du monde agricole. Le wali a également mis en avant le rôle crucial du secteur agricole dans la croissance de l'économie nationale, grâce à sa capacité à créer des emplois et garantir la sécurité alimentaire, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie de la population. Il a ajouté que le Fonds national de coopération agricole est aujourd'hui une institution moderne et flexible, ouverte sur l'ensemble du marché des assurances, y compris les risques industriels, les différentes formes de transport et l'assurance automobile. Une ouverture qui, selon lui, permettra d'atteindre des niveaux élevés de performance dans le domaine des assurances. De son côté, le directeur général du Fonds a indiqué que cette assemblée générale constitue une opportunité pour présenter le bilan complet de l'année écoulée, mais aussi pour dévoiler les projets ambitieux à venir. Il a salué au passage le rôle actif des conseils d'administration, qui œuvrent à assurer une coordination étroite entre les structures régionales du fonds et les agriculteurs bénéficiaires.

D'Oran, Brahim Mazi

URBANISME ET TECHNOLOGIES SPATIALES

L'USTHB explore les outils de demain pour la ville algérienne

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) a organisé, hier, une journée d'étude consacrée aux apports des technologies spatiales dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Chercheurs, experts, professionnels et institutions se sont réunis pour débattre des avancées, des limites et des perspectives de ces outils innovants dans le contexte algérien.

Face à une urbanisation rapide, aux défis environnementaux et à la pression démographique, les villes algériennes connaissent des transformations profondes. Pour répondre à ces mutations, chercheurs et décideurs s'accordent sur la nécessité d'utiliser des outils technologiques innovants. Parmi eux les technologies spatiales – imagerie satellitaire, télédétection, systèmes d'information géographique (SIG) – apparaissent comme des leviers incontournables pour mieux comprendre, planifier et gérer les dynamiques urbaines.

Organisée par le Laboratoire de recherche en aménagement et urbanisme (LREAU) de la faculté des sciences de la terre de l'USTHB, la rencontre visait à évaluer l'intégration réelle de ces technologies dans les pratiques urbanistiques en Algérie, tout en identifiant les besoins, les contraintes et les opportunités.

La directrice du LREAU, Pr Leïla Abbes Mansour, a déclaré que ce laboratoire regroupe quatre équipes scientifiques actives dans les domaines de l'aménagement et de l'urbanisme, avec une attention particulière portée à l'intégration des technologies spatiales dans la réflexion territoriale. « Nos territoires sont devenus majoritairement urbains. Il est donc essentiel d'adapter nos outils à cette nouvelle réalité », a-t-elle souligné.

Elle a expliqué que cette journée d'étude a été conçue il y a trois mois et validée par le conseil scientifique, avant de mobiliser un large réseau de partenaires : ministères (Habitat, Intérieur et Collectivités locales), organismes spécialisés (INCT, ASAL), ainsi que plusieurs universités. Elle a précisé que l'Université de Aïn Témouchent, l'APRUE et le ministère des Energies renouvelables participent depuis 2003 à un programme de recherche sur l'efficacité énergétique, en collaboration avec le LREAU.

Leïla Abbes Mansour a tenu à saluer le soutien de la direction de l'USTHB, notamment du recteur, Djamel Eddine Lakretche, et du vice-recteur aux relations extérieures, le Pr Chafa, qui a ouvert les travaux. Elle a également mis en lumière la présence d'enseignants et de responsables venus de plusieurs institutions, dont l'Université de Sétif.

La première session de la journée a porté sur l'usage des images satellitaires, de la télédétection et des SIG en Algérie. Elle a reconnu que malgré les avancées, des contraintes subsistent – accès aux données, manque d'expertise – mais a exprimé l'espoir que le débat interdisciplinaire engagé permette d'esquisser des solutions concrètes.

UN ESPACE D'ÉCHANGE ET DE SENSIBILISATION

Le Dr Ratiba Bouali, maître de conférences à l'USTHB et cheffe de l'équipe de recherche « Ville, projet et développement durable » au sein du LREAU, a affirmé que cette sixième journée scientifique, placée sous le thème des technologies innovantes dans l'aménagement du territoire, avait pour ambition de créer un espace d'échange entre chercheurs, partenaires socio-économiques et étudiants.

Elle a mis en avant le caractère multisectoriel de la rencontre, à laquelle ont pris part de nombreux acteurs institutionnels, économiques, universitaires et doctorants, à travers des communications orales et des présentations par affiches. Selon elle, cette dynamique traduit un intérêt croissant pour l'intégration des outils numériques dans les politiques d'aménagement.

Le Dr Bouali a insisté sur l'importance des systèmes d'information géographique (SIG), qu'elle qualifie d'« outils essentiels d'aide à la décision ». Ces technologies, a-t-elle expliqué, permettent d'orienter les choix des décideurs publics et des praticiens de l'urbanisme, en rendant l'analyse spatiale plus précise et accessible. Elle a souligné que le SIG est déjà utilisé dans plusieurs secteurs, au-delà de l'urbanisme, notamment dans la gestion des ressources en eau, les risques naturels ou encore l'expansion urbaine. Elle a cité, à ce titre, le géoportail de l'INCT utilisé pour la planification des réseaux d'eau potable dans les grandes agglomérations.



Des transformations profondes.

Elle a également déclaré que cette journée visait à vulgariser l'usage des SIG auprès des différents ministères, en particulier celui de l'Habitat, avec lequel des cas concrets ont été étudiés. « L'usage des technologies numériques dans l'urbanisme n'est plus un choix, mais une obligation », a-t-elle tranché.

En sa qualité de formatrice auprès du ministère de l'Habitat, le Dr Bouali a précisé qu'elle œuvre à sensibiliser et à former les cadres à l'utilisation de ces outils, incontournables à ses yeux. Elle a par ailleurs souligné l'émergence de l'intelligence artificielle (IA) comme complément aux SIG, expliquant que si ces derniers assistent l'humain dans la prise de décision, l'IA permet, quant à elle, d'automatiser certaines fonctions à travers des modèles prédictifs et des solutions avancées. Enfin, le Dr Bouali a attiré l'attention sur la transition en cours vers les villes numériques et les espaces virtuels, notamment le métavers, où les interactions, déplacements et activités sociales peuvent se faire à distance. Selon elle, cette mutation impose une préparation rigoureuse des institutions, des chercheurs et des étudiants.

Lynda Louifi

RÉHABILITATION DES PLAGES

Douze milliards de DA alloués

AVEC un budget de 12 milliards de dinars, les autorités renforcent l'équipement des plages et du littoral pour améliorer l'accueil des estivants. L'accès aux 462 plages ouvertes reste gratuit, tandis que des dizaines de concessions sont attribuées à des investisseurs privés pour dynamiser l'offre touristique. C'est ce qu'a révélé hier le directeur de l'Action régionale et urbaine au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Belkacem Bouzidi.

Le même responsable a précisé que 7 milliards de dinars sont dédiés à la réhabilitation des plages et 5 milliards à la rénovation des façades maritimes des communes côtières réparties dans les 14 wilayas concernées. Bouzidi a expliqué, sur les ondes de la radio nationale, que ces fonds serviront notamment à raccorder les plages aux réseaux d'eau potable, à ouvrir de nouvelles voies d'accès, à aménager les promenades, assurer l'éclairage public, et préparer les espaces dédiés à l'exploitation touristique. Une attention particulière est portée au respect des normes de qualité des travaux ainsi qu'à la sécurité des zones touristiques, des transports et des espaces de loisirs.

Dans une volonté d'élargir l'offre touristique balnéaire, le responsable a annoncé que 462 plages seront accessibles à la baignade cet été, soit 14 de plus que la saison précédente. Cette hausse est attribuée aux efforts des autorités locales qui ont remis en état des plages auparavant fermées en raison d'un accès difficile ou de l'absence d'équipements essentiels tels que les passerelles, les réseaux téléphoniques et d'eau.

Belkacem Bouzidi a également rappelé que l'accès aux plages reste gratuit, conformément aux dispositions légales et aux directives strictes du président de la République. Il a toutefois précisé que certains services à l'intérieur des espaces balnéaires, comme les parkings, les commerces, les cafés et certaines zones touristiques exploitées par des investisseurs privés, sont soumis à des contrats d'exploitation et réglementés par des cahiers des charges garantissant la transparence des tarifs appliqués. Le ministère a organisé 37 appels d'offres afin d'attribuer des espaces balnéaires à des investisseurs privés, aboutissant à la mise à disposition de 461 lots pour l'exploitation touristique des plages.

Selon Bouzidi, les contrats ne permettent pas d'occuper plus de 50 % de la surface des plages, mais les estimations préliminaires montrent que l'occupation réelle ne dépasse pas 15 %, laissant ainsi une large liberté de circulation et de détente aux estivants. Ces contrats interdisent explicitement la fermeture totale des plages au public.

Il a salué la performance des investisseurs durant la saison précédente, soulignant leur gestion efficace et la qualité des services proposés, notamment grâce à la numérisation des opérations. Selon lui, le tourisme balnéaire est également un facteur important de création d'emplois saisonniers.

Par ailleurs, la campagne nationale des camps d'été a débuté le 24 juin et se poursuivra jusqu'au 6 septembre. Elle comprend six sessions et vise à accueillir 32 000 enfants originaires des Hauts-Plateaux et du Grand Sud, dont 1 000 issus de la communauté nationale résidant à l'étranger. L'État a mis en place des moyens de transport terrestre pour les enfants des Hauts-Plateaux et des vols pour ceux du Sud et de la diaspora, avec un total de 162 trajets. Quarante centres d'accueil ont été équipés, et plus de 5 000 encadrants mobilisés pour garantir confort et encadrement de qualité.

Enfin, Belkacem Bouzidi a évoqué les mesures prises pour faciliter le passage des membres de la communauté algérienne à l'étranger via les points de passage terrestres et les ports, notamment par l'augmentation des guichets et la mise en place d'un « couloir vert » accélérant les formalités. Des services administratifs ont été renforcés pour la délivrance de documents officiels comme les passeports et cartes d'identité, dans la perspective de l'arrivée estimée à près de six millions de touristes cet été, parmi lesquels un nombre important de membres de la diaspora.

Aymen D.

«LA CRISE LA PLUS GRAVE EN 75 ANS»

Bloomberg qualifie l'existence de l'OTAN comme fragilisée par le retour de Trump

Bloomberg a publié ce 24 juin une analyse alarmante sur l'avenir de l'OTAN, décrite comme connaissant son pire moment depuis 75 ans. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, ses déclarations hostiles, les divisions internes européennes et le changement de priorités des États-Unis poussent l'alliance vers une crise existentielle inédite L'agence Bloomberg a publié ce 24 juin un article analytique qui affirme que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) traverse «la crise la plus dangereuse de ses 75 ans d'existence».



Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, en janvier 2025, a agi comme un catalyseur, accentuant des failles déjà profondes au sein de l'alliance. Bloomberg résume la situation en identifiant « quatre crises majeures »: « une crise de sécurité due au conflit en Ukraine, une crise de préparation liée à l'affaiblissement des armées européennes, une crise de priorités stratégiques face au pivot américain vers l'Asie, et une crise de confiance aggravée par Donald Trump lui-même ». La tension se serait accrue après un discours du vice-président JD Vance à Munich. Ce discours aurait intensifié la méfiance entre les États-Unis et leurs alliés européens. L'agence ajoute que « Donald Trump renforce les crises de l'OTAN et pousse les analystes à se demander si l'alliance ne va pas finir par s'effondrer ». Un sommet de l'OTAN marqué par les divisions Au sommet de l'OTAN à La Haye, ouvert ce 24 juin, les dissensions internes éclatent au grand jour. Le président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a refusé de s'engager à porter les dépenses militaires à 5 % du PIB, un objectif que Washington tente d'imposer depuis de nombreuses années. Cette position pourrait donner à Trump une excuse pour arrêter les discussions prématurément durant le sommet, comme il l'a déjà fait dans d'autres réunions internationales. Bloomberg rapporte également que le président américain a semé le doute sur son engagement en vertu de l'article 5, pilier de l'OTAN. À bord de son avion Air Force One, Donald Trump a évité de confirmer s'il respecterait l'article 5 de l'OTAN qui oblige à défendre un membre attaqué. Il a déclaré: « cela dépend de votre définition de l'article 5 », ajoutant qu'il était avant tout « engagé à sauver des vies ». Ce flou alimente la crise de confiance au sein de l'alliance. Vers une redéfinition de l'OTAN Alors que le conflit en Ukraine continue sans aucune avancée pour le camp occidental et que les frappes israéliennes et américaines contre les installations nucléaires iraniennes ont aggravé les tensions régionales, le climat actuel pourrait renforcer les positions de Donald Trump qui critique depuis longtemps le fonctionnement actuel de l'OTAN. Bloomberg envisage deux scénarios.

Le premier : Donald Trump affaiblit l'alliance de l'intérieur sans la quitter officiellement, en retirant des troupes et en affaiblissant la cohésion et le fonctionnement stratégique. Le second, plus incertain, verrait un compromis se dessiner autour d'une nouvelle répartition des charges: les Européens paieraient davantage, tandis que les États-Unis assureraient un rôle logistique et nucléaire réduit. Selon Bloomberg, une des grandes inconnues des années à venir est de savoir si Donald Trump poursuivra la remise en cause de l'OTAN engagée durant depuis son premier mandat ou s'il reviendra à la ligne de ses prédécesseurs pour qui l'alliance devait continuer d'exister malgré ses divisions et ses échecs.

R. I.

MIGRATION

Trois navires de la marine grecque seront déployés dans les eaux libyennes

LA GRÈCE, par la voie de son Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, a annoncé, le 23 juin, le déploiement de trois navires de sa marine dans les eaux territoriales libyennes. Cette décision, coordonnée avec les autorités libyennes, vise à réduire le nombre de migrants qui arrivent sur son sol. Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a précisé le 23 juin que deux frégates et un autre navire de la marine grecque seraient déployés au large des eaux territoriales de la Libye pour dissuader les migrants d'arriver sur les îles grecques de Crète et de Gavdos. Mitsotakis n'a pas précisé le rôle exact des navires ni ce qu'ils feraient mais a indiqué que cette mesure serait coordonnée avec les autorités libyennes et les autres forces européennes opérant dans la région. Les arrivées maritimes de migrants depuis le nord-est de la Libye, cherchant à traverser vers l'Europe, principalement en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, et aussi du Soudan dévasté par la guerre, ont considérablement augmenté ces derniers mois. Plus de 800 migrants ont tenté de rejoindre les îles grecques du sud depuis jeudi. Une situation alarmante Mitsotakis a informé le président grec, Konstantinos Tassoulas, que la question avait été abordée lors d'un conseil national de sécurité et de défense dimanche, soulignant que la situation était alarmante. « J'ai demandé au ministre de la Défense... de veiller à ce que les navires de la marine grecque soient déployés au large des eaux territoriales libyennes pour prévenir et envoyer un message que les trafiquants ne décideront pas de qui entre dans notre pays », a-t-il déclaré. Les trois navires, dont un de soutien, seront déployés en Méditerranée, rapporte Reuters, selon deux responsables gouvernementaux grecs.

La Grèce, une des portes d'entrée en Europe Depuis 2015, la Grèce est devenue une porte d'entrée privilégiée vers l'Union européenne pour les migrants et réfugiés en provenance du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie, année où près d'un million de personnes ont débarqué sur ses îles, provoquant une crise humanitaire sans précédent.

Depuis, les flux migratoires en provenance de Turquie ont considérablement diminué. Ces dernières années, la Grèce a constaté une augmentation des arrivées en provenance de Libye, y compris de ressortissants soudanais fuyant l'Égypte, ainsi que de ressortissants égyptiens et bangladais. Athènes et Le Caire ont discuté de cette recrudescence des flux migratoires.

R. I.

CESSEZ-LE-FEU ENTRE L'IRAN ET ISRAËL

Le Qatar, pivot de la médiation

EN JUIN 2025 , le Qatar a joué un rôle central dans la médiation d'un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, sollicité par les États-Unis. Grâce à ses relations avec Téhéran et sa diplomatie agile, Doha a facilité la trêve, malgré l'attaque iranienne sur la base américaine d'Al-Udeid. En juin 2025, le Qatar s'est imposé comme un acteur clé dans la médiation ayant conduit à un cessez-le-feu fragile entre Israël et l'Iran, sous l'égide des États-Unis. Ce rôle, assumé dans l'urgence d'une escalade militaire de 12 jours, illustre la position unique de Doha : un État du Golfe aux relations équilibrées avec Washington et Téhéran, capable de dialoguer avec des parties en conflit ouvert. Alors que les tensions culminaient après des frappes israéliennes et américaines sur des sites nucléaires iraniens, suivies d'une riposte iranienne contre une base américaine à Al-Udeid au Qatar, Doha a su exploiter sa diplomatie agile pour désamorcer la crise. Intermédiaire clé au Moyen-Orient L'intervention qatarie a débuté lorsque le président américain Donald Trump, cherchant à imposer une trêve, a sollicité l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. Ce dernier, épaulé par le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, cheikh Mohammed ben Abdulrahman Al-Thani, a engagé des discussions avec Téhéran. L'Iran, initialement réticent, a accepté la proposition américaine après des échanges intenses, facilités par la confiance que Doha inspire aux autorités iraniennes grâce à des années de relations pragmatiques. Le Qatar, qui partage avec l'Iran l'exploitation du champ gazier South Pars, a su tirer parti de cette proximité économique et diplomatique pour convaincre Téhéran de s'engager dans un cessez-le-feu, annoncé par Trump le 23 juin via les réseaux sociaux. Ce rôle de médiateur n'a pas été sans risques. L'attaque iranienne sur la base d'Al-Udeid, bien que notifiée à l'avance et sans victimes, a placé le Qatar dans une position délicate. Doha a publiquement condamné l'acte, tout en plaidant pour une désescalade immédiate. Cette double posture, défendre sa souveraineté tout en poursuivant la médiation, a permis au Qatar de maintenir sa crédibilité auprès des États-Unis, qui considèrent Al-Udeid comme un pivot stratégique au Moyen-Orient. En parallèle, le Qatar s'est coordonné avec d'autres acteurs régionaux, comme l'Arabie saoudite et Oman, pour consolider la trêve, bien que son rôle ait été central. Le succès de cette médiation repose sur l'expérience du Qatar dans la résolution de conflits. Depuis des années, Doha joue les intermédiaires, notamment entre Israël et le Hamas, ou lors de crises régionales impliquant l'Iran. Cette expertise, combinée à une diplomatie discrète et à des investissements dans les relations bilatérales, a permis au Qatar de surmonter les accusations de « double jeu » parfois formulées par ses voisins du Golfe. **R. I.**

NOUVELLE INFRASTRUCTURE AGRICOLE À TIMIMOUN

Inauguration d'un centre de stockage

UN CENTRE de stockage intermédiaire de céréales, d'une capacité de 5 000 tonnes, a été mis en service mardi dans le grand périmètre de Tinerkouk par les autorités de la wilaya de Timimoun. C'est ce qu'ont fait savoir, des services de la wilaya.

S'exprimant lors de la cérémonie de mise en service de cette infrastructure baptisé du nom du défunt moudjahid « Djelloul Boubat », le wali de Timimoun, Souna Benamar, a indiqué que la mise en service de cette installation s'inscrit dans le cadre de la stratégie des hautes autorités du pays visant à augmenter les capacités de stockage des céréales et à renforcer la sécurité alimentaires relevant que cette infrastructure constitue un ajout qualificatif pour le secteur à travers le développement de la filière céréalière dans la wilaya qui dispose d'un potentiel agricole prometteur.

Il a ajouté que la wilaya a bénéficié d'un programme de réalisation de neuf structures de proximité de stockage de céréales, d'une capacité cumulée de 45.000 tonnes, dont la réalisation est supervisée par la Direction des équipements publics.

Ce centre couvre une superficie de 7.800 m2 et dispose, en plus de son aire de stockage et d'une salle de contrôle, d'un pont bascule, d'un bloc administratif et technique, d'un château d'eau ainsi que d'un générateur et un transformateur électriques notamment, a-t-on fait savoir en marge de la cérémonie inaugurale.

Le centre de stockage des céréales est implanté à proximité des périmètres agricoles, tout comme les huit autres infrastructures du type projetés, et ce en vue de rapprocher les structures de stockage des agriculteurs, est-t-il souligné. Et ajoute que le centre en question offre neuf postes de travail, dont un ingénieur, un magasinier et des agents.

Une convention d'exploitation du centre de stockage intermédiaire de céréales a été signée entre l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Timimoun, en présence des autorités locales. **R. R.**

VERS L'OUVERTURE D'UNE ANNEXE DE L'ENS À OUARGLA

800 places pour répondre à la demande

Visant une meilleure prise en charge du nombre croissant d'étudiants, une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Ouargla sera ouverte la saison prochaine (2025/2026) dans la wilaya d'El-Oued. C'est ce qu'a fait savoir, hier, la direction de l'École.



En marge de la cérémonie de clôture de la saison universitaire 2024/2025, Fawzi Benbrahim, directeur de l'ENS de Ouargla, a déclaré que cette annexe « placée sous tutelle pédagogique de l'ENS-Ouargla, dont l'ouverture a été avalisée par le ministère de tutelle, sera localisée à l'université d'El-Oued, avec une capacité de 800 places pédagogiques pour la formation d'enseignants des trois paliers scolaires (primaire, moyen et secondaire.

Soulignant que cet établissement de l'enseignement supérieur, appelé à ouvrir des perspectives prometteuses de formation supérieure aux étudiants de la région, devra accueillir ses premiers étudiants au titre de la prochaine rentrée universitaire, en évoquant également la perspective de son élévation future au rang d'ENS. La démarche intervient en application des directives du ministère de l'enseignement portant déploiement des annexes des ENS dans certaines wilayas du pays, à l'effet d'appuyer les efforts d'encadrement du secteur de l'éducation avec des compétences locales, a ajouté M.Benbrahim.

Faisant part de la réception prochaine du nouveau programme d'enseignement, de la prochaine saison universitaire, le même responsable a fait savoir que plus de 5.000 nouveaux inscrits seront accueillis la saison prochaine par l'ENS-Ouargla, encadrés par 107 enseignants, dont 90% sont titulaires de doctorat.

Pas moins de 474 étudiants, versés dans 13 spécialités, sont sortis cette saison de l'ENS-Ouargla, portant à 1.779 le nombre de promus depuis l'ouverture de cette école, issus de différentes wilayas du pays, a poursuivi le directeur de l'Ecole.

Cette saison a été marquée par l'ouverture de dix postes doctorants dans trois spécialités, à savoir Sciences biologiques, Langue et Littérature arabes et Langue française, tandis que la prochaine saison verra l'introduction de nouvelles spécialités de formation en Sciences physiques, Mathématiques et Langue anglaise.

Dans l'optique d'une meilleure prise en charge du nombre croissant d'étudiants, l'ENS projette le lancement prochain de la réalisation d'un nouveau siège de l'École, d'une capacité de 2.000 places pédagogiques, une fois l'entreprise de réalisation sélectionnée, selon le même responsable.

R. R.

VISITE DE HAMLAOUI À SOUK AHRAS

La société civile, moteur de l'Algérie nouvelle

LA SOCIÉTÉ civile est un « pilier fondamental » dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle, de par son rôle vital dans la consolidation de la conscience collective, la protection de la cohésion nationale et l'accompagnement des efforts de l'Etat aux niveaux national et local. C'est ce qu'a déclaré avant hier la présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Ibtissem Hamlaoui, lors d'une visite à Souk Ahras.

A ce titre, Mme Hamlaoui a précisé, lors d'une rencontre avec les acteurs de la société civile à la maison de la culture Tahar-Ouettar de Souk Ahras, que l'Algérie « compte sur les élites actives de la société civile, notamment les jeunes, pour relever les différents défis et parachever le processus d'édification nationale dans un esprit collectif et de responsabilité historique ».

« On ne peut parler d'une Algérie forte et solidaire sans une société civile organisée et mobilisée à travers le territoire national », a-t-elle ajouté, soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a été le premier à valoriser ce rôle en constitutionnalisant la société civile, en 2020, et en ‹intégrant dans le système politique du pays dans le cadre de la démocratie participative. En outre, la même responsable a rappelé, dans ce contexte, les efforts déployés par les acteurs de la société civile à Souk Ahras, avant d'appeler les jeunes de la région à « assumer leurs responsabilités historiques dans la préservation de l'héritage national et au service d'intérêt général ».

Notons qu'en marge de cette rencontre, une séance spéciale a été organisée à l'intention des femmes activant au sein de la société civile, « pour renforcer le rôle de la femme dans l'édification de la société et consolider le principe de sa participation effective à la réalisation du développement local, conformément aux orientations de l'Etat dans ce domaine ».

Au cours de sa visite dans la wilaya de Souk Ahras, la présidente de l'ONSC Mme Hamlaoui, a procédé, aux côtés des autorités locales, au lancement d'une caravane de sensibilisation à la prévention des incendies de forêts.

Cette caravane sillonnera plusieurs communes dans le but de familiariser les citoyens avec les comportements préventifs et renforcer le plan de wilaya de lutte contre les feux de forêts durant la saison estivale.

R. R.

LISTE INDICATIVE DE L'UNESCO

L'Algérie inscrit onze nouveaux sites

Le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a annoncé, mardi, l'actualisation de la liste indicative du patrimoine mondial de l'Algérie, qui comprend désormais onze sites à forte valeur culturelle, naturelle ou mixte. Cette mise à jour, publiée sur le site officiel de l'organisation, constitue une avancée majeure dans les efforts de valorisation et de reconnaissance internationale du patrimoine algérien.



Selon un communiqué du ministère de la Culture et des Arts, cette actualisation représente une étape stratégique. Elle reflète la diversité géographique, environnementale et civilisationnelle du pays tout en ouvrant la voie à l'élaboration de dossiers de candidature pour une inscription officielle à la liste du patrimoine mondial. Elle couronne également un travail scientifique rigoureux mené par le Comité scientifique national, mis en place en décembre 2024 sous l'autorité du ministre de la Culture, M. Zouhir Ballalou. Ce comité s'inscrit dans une stratégie plus large de relance du dossier patrimonial national, considérée comme une priorité par les pouvoirs publics.

La mise à jour de cette liste indicative illustre également la volonté politique affichée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de promouvoir les richesses civilisationnelles et naturelles du pays. Dans une perspective globale et durable, cette démarche vise à réhabiliter le patrimoine comme vecteur d'identité nationale, tout en le positionnant comme instrument de rayonnement culturel et moteur de développement durable.

La nouvelle liste, élaborée par une équipe d'experts algériens, respecte les principes de la Convention de 1972 de l'UNESCO. Elle tient compte non seulement de la représentativité régionale, mais aussi de la diversité des types de patrimoine. Pour la première fois, deux sites naturels y figurent grâce à une collaboration avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Il s'agit du Parc national du Djurdjura et du Parc national d'El-Kala, tous deux connus pour leur biodiversité unique et leur importance écologique.

Outre ces espaces naturels, la liste met en lumière plusieurs sites historiques et culturels majeurs. Parmi eux, on trouve : Ighamaouen, site peu connu mais porteur d'un fort potentiel patrimonial ; les forteresses-greniers collectifs du Touat-Gourara-Tidikelt, témoins d'une organisation sociale ancestrale ; le patrimoine archéologique de la ville de Tébessa, riche en vestiges antiques ; les ksour de l'Atlas saharien, véritables joyaux d'architecture saharienne ; ainsi que les mausolées royaux de l'Algérie antique, dont ceux des rois numides. La liste inclut également les systèmes oasiens des gorges du Ghoufi et de Oued Labiod, le massif de la Tafedest dans le parc culturel de l'Ahaggar, la ville de Nedroma et les Trara avec leur riche héritage arabo-andalou, les itinéraires augustiniens retraçant le passage de saint Augustin en Algérie, ainsi que les paysages oasiens d'Oued Souf, au sud-est du pays.

Actuellement, l'Algérie compte sept sites inscrits officiellement au patrimoine mondial de l'UNESCO, parmi lesquels figurent la Casbah d'Alger, les sites archéologiques de Timgad, Djemila et Tipasa, ainsi que les parcs culturels du Tassili n'Ajjer et de l'Ahaggar. L'ajout de ces onze nouveaux sites à la liste indicative traduit une volonté affirmée d'enrichir cette présence sur la scène internationale, et de mettre en lumière la profondeur historique et culturelle de la nation algérienne.

Au-delà de la reconnaissance, cette démarche vise également à encourager une meilleure conservation, à stimuler le tourisme culturel, et à créer des dynamiques locales autour du patrimoine. L'enjeu est de taille : faire du patrimoine non pas un simple vestige du passé, mais un levier de développement durable, un outil pédagogique, et un symbole de fierté collective.

Aymen D.

BÉJAÏA

La chanson kabyle en fête

LA 15E ÉDITION du Festival culturel local de la chanson et de la musique kabyles se tiendra du 2 au 5 juillet prochains à Béjaïa, avec la participation attendue d'une vingtaine d'artistes confirmés représentant différents styles populaires, ainsi que dix jeunes talents en compétition, a annoncé le commissaire du festival, Yazid Abdi, alias Azifas.

Véritable fête de la musique kabyle, cette édition prévoit neuf soirées musicales, dont cinq organisées au stade scolaire de Béjaïa, situé près du siège de la wilaya, et quatre autres réparties dans les communes d'Adekar, Akfadou, Amizour et Kherrata.

La compétition verra s'affronter des candidats issus de sept wilayas : Béjaïa, Tizi-Ouzou, Jijel, Bordj Bou Arréridj, Alger, Boumerdès et Bouira. Tous ont été sélectionnés à l'issue de concours régionaux, au cours desquels ils ont présenté et interprété une création originale, qu'ils devront à nouveau interpréter en public lors du festival.

Cette phase compétitive, ouverte exclusivement aux jeunes talents, interdit toute reprise : seuls les textes et musiques originales sont acceptés, afin de mettre en lumière la créativité et l'authenticité des participants. « C'est un véritable tremplin pour les jeunes auteurs, compositeurs et interprètes en devenir », a souligné Azifas.

Pour illustrer l'impact du festival, il a cité l'exemple du groupe « Iftioudjene » (Les Étincelles), vainqueur de la 14e édition, qui a depuis sorti son premier single et bénéficie d'une reconnaissance grandissante à l'échelle nationale.

En parallèle aux spectacles et à la compétition, des conférences-débats ainsi que des masterclass sont également programmées, afin de faire de cet événement un moment fort de réflexion et de formation autour de la musique kabyle et amazighe.

R. C.

PATRIMOINE CULTUREL PROTÉGÉ

La maison de Matoub Lounès classée

LA MAISON du chanteur et poète assassiné Matoub Lounès vient d'être classée au titre de « Patrimoine culturel protégé ». Cette reconnaissance officielle assure désormais la préservation de ce lieu emblématique, sans pour autant priver les héritiers de leurs droits de propriété. Concrètement, cette mesure signifie que l'entretien régulier de la maison, y compris des travaux tels que le badigeonnage ou la réfection des murs, sera désormais pris en charge par les services de l'État. Il faut rappeler que l'entretien de cette bâtisse, ainsi que du vaste jardin qui l'entoure, représentait un coût non négligeable pour les héritiers du défunt artiste.

Grâce à ce classement, les charges liées à l'entretien courant ne pèseront plus sur la famille, mais seront assurées par les pouvoirs publics, soucieux de préserver un haut lieu de mémoire et de culture.

Cette décision a été accueillie avec une grande satisfaction par les nombreux admirateurs de Matoub Lounès, figure emblématique de la chanson engagée et symbole de résistance.

Saïd Tissegouine

KHENCHELA

La pièce «Theljoune, rajol ethelj El Ahmar» présentée

LA PIÈCE de théâtre « Theljoune, rajol ethelj El Ahmar » (Theljoune, l'homme de neige rouge), présentée mardi à la maison de la culture Ali Souaïhi de Khenchela, dans le cadre de la 13e édition du Festival national de théâtre pour enfants, a conquis le jeune public venu nombreux assister à la représentation.

Pendant près d'une heure, les enfants ont suivi avec enthousiasme et émerveillement ce spectacle porté par la troupe du Théâtre national algérien Mahieddine Bachtarzi, salué par de longs applaudissements à l'issue de la pièce. De nombreux spectateurs en herbe ont tenu à immortaliser ce moment en se prenant en photo avec les comédiens, dans une ambiance festive et conviviale.

La pièce, en compétition avec sept autres spectacles pour le prix « Boucle d'or », met en scène Boussaad Mohamed Lamine, Aziz Kouriba, Ayoub Kerfati, Amel Benzemouri, Yasmine Boualam, Mohamed Ferchouli et Abdelhamid Boudjeroud. Elle est mise en scène par Lynda Selam, sur un texte signé Hanane Mehdi, également productrice de l'œuvre. L'histoire se déroule dans une ville enneigée où vit Theljoun, un bonhomme de neige rouge, différent des autres. Amoureux de la nature et de la musique, il est victime de harcèlement de la part de Chemsoune et Samaoune, et finit par être chassé de sa ville. Commence alors un voyage initiatique vers la « ville des rêves », à la recherche de paix, d'acceptation et de bienveillance, qu'il finit par trouver.

R. C.

CAN FÉMININE 2025 :

Les «Vertes» entament la deuxième phase de préparation à Sidi Moussa

La sélection algérienne féminine de football a entamé lundi la deuxième phase de sa préparation au Centre technique de Sidi Moussa (Alger), en vue de la 13e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 (décalée à 2025), a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.Les coéquipiers de Lina Boussaha ont débuté la journée par une série d'examens médicaux, avant de rejoindre le terrain dans l'après-midi pour une séance d'entraînement axée sur les volets technique et tactique, souligne la même source.



Dans une ambiance studieuse mais détendue, les joueuses affichent une grande détermination à réussir leur préparation afin d'aborder la CAN dans les meilleures conditions. A la CAN 2024 décalée à 2025 (5-26 juillet), la sélection algérienne entame la compétition le dimanche 6 juillet face au Botswana (20h00, heure algérienne), pour le compte de la 1re journée (Gr.B). Les joueuses du sélectionneur national, Farid Benstiti, enchaînent contre leurs voisines tunisiennes, le jeudi 10 juillet.

LES VERTES AFFRONTERONT LA RD CONGO ET LE SÉNÉGAL AVANT LA CAN

À quelques jours du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations féminine 2024 (reportée à juillet 2025), la Fédération algérienne de football (FAF) a officialisé la tenue de deux rencontres amicales pour l'équipe nationale féminine. Ces matchs serviront de derniers tests avant l'entrée en lice des Algériennes dans la compétition continentale.Les protégées de Farid Benstiti affronteront d'abord la République Démocratique du Congo, le samedi 29 juin à 17h00 au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Ce premier match permettra au staff technique de tester certains réglages tactiques face à une sélection réputée physique et combative. Deux jours plus tard, le lundi 1er juillet à 20h00, les Fennecs défieront le Sénégal, toujours au stade Mustapha-Tchaker. Une opposition d'un autre calibre face à une équipe sénégalaise en constante progression sur la scène africaine et, tout comme la RDC, qualifiée pour la CAN. Ce sera l'occasion pour les Vertes de jauger leur niveau face à une adversaire directe dans la lutte pour les places qualificatives aux phases finales.

Ces deux rencontres viendront clôturer la préparation intense menée par les joueuses depuis plusieurs semaines, d'abord à Sidi Moussa, puis à Oran. Elles constitueront les ultimes répétitions avant le départ vers le Maroc, où l'Algérie affrontera successivement le Botswana (6 juillet), la Tunisie (10 juillet) et le Nigeria (13 juillet) dans le groupe B.

Avec une liste de 26 joueuses fraîchement dévoilée, alliant expérience et jeunesse, ces matchs amicaux seront aussi l'occasion de renforcer la cohésion du groupe et de faire les derniers ajustements en vue de ce grand rendez-vous continental.

Les coéquipiers de Lina Boussaha (Al-Nassr/ Arabie saoudite), signent leur retour sur le plan continental, après leur absence lors des deux dernières éditions de la CAN.

L'Algérie a validé son ticket pour la phase finale de la CAN-2024 en décembre 2023, en battant en aller et retour le Burundi: 5-1 puis 1-0. Les deux manches se sont jouées au stade olympique du 5-juillet d'Alger.

COMPÉTIONS AFRICAINES INTERCLUBS 2025-2026

L'Algérie parmi les 12 meilleures fédérations engagées avec quatre clubs

L'ALGÉRIE sera représentée par quatre clubs aux compétitions africaines interclubs 2025-2026 à l'instar de 11 autres fédérations les mieux classées selon son barème officiel de la Confédération africaine de football (CAF). En effet, l'instance suprême du football africain a dévoilé ce lundi la liste des 12 Associations nationales les mieux classées selon son barème officiel, leur donnant ainsi le droit d'engager deux clubs dans chacune des compétitions interclubs de la saison 2025/2026 : la Ligue des Champions et la Coupe de la Confédération . Outre la Fédération algérienne de football (FAF), les 11 autres fédérations les plus performantes sont: l'Afrique du Sud, l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, la Libye, le Maroc, le Nigeria, la RD Congo, le Soudan, la Tunisie et la Tanzanie. En Ligue des Champions CAF, l'Algérie sera représentée par le MC Alger (champion d'Algérie) et la JS Kabylie (vice-championne). Pour la Coupe de la Confédération , ce sera le CR Belouizdad (3e du championnat) et l'USM Alger (finaliste de la Coupe d'Algérie contre le CRB).

Pour rappel, le équipes algériennes ont brillé lors de la précédente édition de la Ligue des champions avec une qualification du MC Alger pour les quarts de finale de la compétition, sorti par les Sud Africain Orlando Pirates (aller : 0-1, retour : 0-0). En Coupe de la Confédération, le CS Constantine avait atteint le dernier carré aux dépens de l'USM Alger aux TAB (4-3), temps réglementaire (aller 1-1, retour 1-1). Outre ce classement, la CAF a également dévoilé les dates clés du calendrier des compétitions. Les tours préliminaires débuteront le 19 septembre pour prendre fin le 26 octobre 2025. Quant à la phase de groupes, elle est prévue à partir du 21 novembre 2025.

LIGUE 1 MOBILIS (JS KABYLIE)

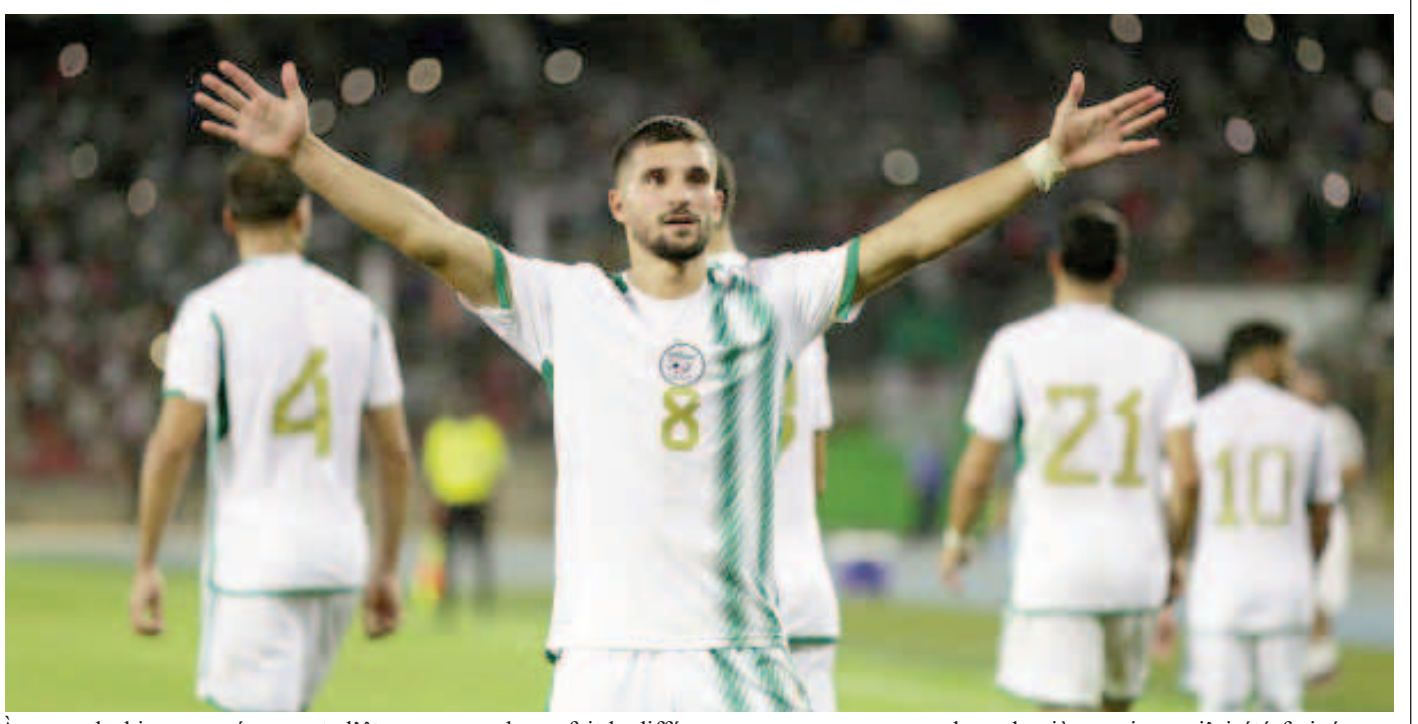
Adem Redjem annonce son départ

LE MILIEU offensif de la JS Kabylie (Ligue 1 Mobilis de football), Adem Redjem, a annoncé dimanche soir son départ, deux ans et demi après son arrivée au club .

" Chaque fin marque le début d'un nouveau chapitre, rempli de nouveaux défis à relever. Mon contrat avec la JSK a officiellement expiré il y a une semaine, mais les souvenirs resteront à jamais gravés dans mon cœur", a écrit le joueur dans un message publié sur sa page Facebook.Redjem (28 ans) avait rejoint les "Canaris" en janvier 2023, en provenance du Paradou AC. Formé au CS Constantine, l'ailier gauche compte 63 apparitions avec la JSK pour un bilan de 6 buts. " Je tiens à remercier du fond du cœur le merveilleux public de la JSK, qui a toujours été là pour moi, qui m'a soutenu et encouragé avec une passion incroyable. Votre amour et votre énergie m'ont profondément marqué", a-t-il ajouté. Et de conclure : "Je souhaite plein de réussite à la JSK, et qu'elle continue toujours à honorer l'Algérie comme elle l'a toujours fait." Plusieurs autres joueurs sont sur le départ, à l'image du défenseur Ahmed Maâmeri, de l'attaquant congolais Bwalya, ou encore le milieu offensif Hadji Chekal Affari. La JS Kabylie a signé un retour remarqué sur le devant de la scène. Guidée par le technicien allemand Josef Zinnbauer, la formation de la ville des Genêts a terminé vice-championne d'Algérie, derrière le MC Alger, sacré pour la deuxième fois de rang. Le JSK a assuré son retour en Ligue des Champions, à l'issue de sa victoire samedi à domicile face à l'ASO Chlef (1-0), profitant du nul concédé par le CR Belouizdad en déplacement face à l'Olympique Akbou (0-0), lors de la 30e et dernière journée du championnat.

Houssem Aouar : “Mon plus grand objectif est de gagner un titre avec l’Algérie”

Depuis son arrivée à Al-Ittihad, Houssem Aouar semble avoir trouvé un nouvel équilibre, tant sur le plan personnel que professionnel.



Dans un long entretien avec le spécialiste Nabil Djellit accordé à L’Équipe, le milieu de terrain international algérien s’est longuement confié sur sa carrière, son choix de rejoindre l’Arabie saoudite, et surtout sur son ambition suprême : remporter un trophée avec les Verts. L’ancien joueur de l’OL et de la Roma ne cache pas son enthousiasme pour cette aventure continentale sous le maillot algérien. Confiant en ses coéquipiers et en le staff technique mené par Vladimir Petkovic, Aouar insiste sur la dynamique actuelle autour de la sélection.

« Clairement. Aujourd’hui, le plus grand objectif de ma carrière c’est de gagner un titre avec l’Algérie. Ça serait le graal. Je pense qu’on a une bonne équipe. La sélection se porte bien. On est ambitieux, on a un coach (Vladimir Petkovic) qui nous donne de la confiance. On a une Fédération qui avance dans le bon sens. Maintenant, c’est à nous sur le terrain de tout donner pour le peuple, le pays. »

L’approche de la prochaine Coupe d’Afrique des Nations, qui se tiendra au Maroc à la fin de l’année, est dans tous les esprits. Pour Aouar, c’est l’occasion idéale pour marquer l’histoire avec l’Algérie.

« D’abord, il y a la CAN qui arrive au Maroc. J’ai le sentiment que c’est une compétition qui sera très suivie. Pour nous, l’objectif est simple : on veut gagner. À nous de bien se préparer et d’être en forme au bon moment. » Même la récente défaite en match amical face à la Suède (3-4) ne semble pas l’avoir découragé.

« Ce genre de défaite, même si on préfère gagner, ça nous apprend des choses sur notre équipe. »

Par ailleurs, Aouar a également évoqué son choix de rejoindre Al-Ittihad et l’impact de Karim Benzema dans cette décision.

« J’ai été appelé par Karim Benzema et le club d’Al-Ittihad. Ils m’ont expliqué le projet. J’ai senti de la confiance de leur part… Quand un joueur comme Karim te parle, ça fait la différence. »

Au sujet de sa nouvelle vie à Djeddah, Aouar se dit agréablement surpris par la qualité du championnat saoudien, la ferveur des supporters et l’intensité des rencontres malgré la chaleur extrême.

« Franchement, je suis agréablement surpris. […] Ce n’est pas encore un championnat obsédé par la data comme en Europe. […] Les gens se déplacent pour un spectacle. C’est le football que j’aime. » Sur le plan physique, l’ancien Lyonnais assure avoir atteint un nouveau palier :

« Pour être honnête, je ne me suis jamais senti aussi fort physiquement. […] Les deux dernières saisons, j’ai été freiné par les blessures, mais j’ai l’impression que c’est derrière moi. »

Quant à un éventuel retour en Europe, Aouar reste ouvert, sans se précipiter :

« Franchement, je ne suis fermé à rien du tout. Tout peut se passer dans le football. »

À 26 ans, Aouar poursuit donc son ascension avec détermination. Mais désormais, son regard est tourné vers l’Algérie. Pour lui, tout semble clair : « gagner un titre avec l’Algérie, ce serait le graal ». Un message fort pour les supporters algériens, qui attendent de voir l’ancien prodige lyonnais briller sur la scène continentale.

MERCATO

Mehdi Zeffane en quête d’un nouveau défi

UN AN sans compétition officielle, et pourtant l’espoir reste intact. Mehdi Zeffane, 33 ans, traverse une période délicate de sa carrière. Depuis la fin de son contrat avec Clermont Foot en juin 2024, l’international algérien n’a toujours pas trouvé de nouveau point de chute, notamment à cause d’une blessure qui le freina. Une situation inhabituelle pour le défenseur expérimenté, formé à l’Olympique Lyonnais et sacré champion d’Afrique avec les Fennecs en 2019. Loin des terrains, Zeffane ne reste pas inactif. Victime d’une fracture du 5e métatarselee 9 janvier dernier, le joueur algérien a été contraait à suspendre toute activité footballistique pendant de longs moi. Néanmoins, après cette dure épreuve et bien décidé à rester en forme, il s’est entouré d’un préparateur physique personnel afin de conserver un niveau compétitif. Car malgré l’attente, le latéral droit ne baisse pas les bras et reste ouvert à toute opportunité, que ce soit en Europe, au Moyen-Orient ou même en Algérie. Selon Foot-Mercato, des clubs européens et du Golfe gardent un œil attentif sur sa situation. Zeffane, connu pour sa polyvalence et son sérieux, espère ainsi intégrer un projet qui lui permettra de retrouver le haut niveau. À 33 ans, Mehdi Zeffane n’a pas dit son dernier mot. L’histoire continue de s’écrire, loin des projecteurs pour l’instant, mais avec toujours cette même détermination à ne pas refermer le chapitre trop tôt.

KADRI VERS UN DÉPART IMMINENT DE COURTRAI

L’international algérien Abdelkahar Kadri (24 ans) est au centre de plusieurs convoitises. Selon plusieurs sources concordantes, dont le journaliste Nabil Djellit, le milieu de terrain du KV Courtrai est ciblé par plusieurs clubs de l’élite belge, notamment le Standard de Liège et La Gantoise, cette dernière étant actuellement la mieux placée pour s’attacher ses services.

Formé au Paradou AC, Kadri a rejoint la Jupiler Pro League en 2021, en signant au KV Courtrai. En trois saisons, il a rapidement réussi à trouver ses repères, affichant une régularité impressionnante. Lors du dernier exercice (2024-2025), malgré la relégation de Courtrai en deuxième division, il a réalisé une très belle saisonn : 31 matchs, 6 buts et 8 passes décisives, des statistiques qui témoignent de sa capacité à influencer le jeu offensif.

La relégation de son club semble avoir accéléré ses envies de départ. Sous contrat jusqu’en 2026, Kadri a depuis longtemps attiré les regards de clubs plus ambitieux, mais sans concrétisation. Cette fois-ci, la donne semble différente. La Gantoise, habituée aux joutes européennes et désireuse de renforcer son entrejeu, a manifesté un intérêt sérieux. Le club flamand serait même entré en contact avec l’entourage du joueur et aurait entamé des discussions avec Courtrai. Le Standard de Liège, de son côté, multiplie les recrues en provenance de Courtrai (Mehssatou, Ilaimaharitra, Pirard) et voit également en Kadri une piste intéressante. Toutefois, les Buffalos de Gand bénéficient d’un avantage sportif et structurel indéniable dans ce dossier. Un transfert vers un club du haut de tableau belge pourrait non seulement permettre à Kadri d’évoluer à un niveau supérieur, mais aussi de retrouver les radars de l’équipe nationale algérienne, à quelques mois de la CAN 2025. Après avoir manqué plusieurs opportunités par le passé, le Fennec semble plus que jamais prêt à débuter un nouveau chapitre de sa carrière.

UN PRÉTENDANT INATTENDU PRÊT À SIGNER UN GROS CHÈQUE POUR YASSINE BENZIA

Libre depuis son départ du Qarabağ FK, Yassine Benzia pourrait rebondir dans une destination pour le moins inattendue. Le milieu offensif algérien est courtisé par Changchun Yatai, lanterne rouge du championnat chinois. Le nom de Yassine Benzia circule avec insistance du côté de la Chinese Super League. Plusieurs médias chinois rapportent l’intérêt concret du Changchun Yatai, un club en grande difficulté cette saison. Bon dernier du championnat avec seulement 5 points en 14 journées, le club cherche à se renforcer massivement cet été pour espérer se sauver.Parmi les pistes étudiées figure l’international algérien, libre de tout contrat depuis la fin de son aventure avec Qarabağ FK (Azerbaïdjan). Les dirigeants de Changchun apprécient son profil offensif polyvalent et seraient prêts à formuler une offre financière conséquente pour l’attirer. Malgré la situation sportive désastreuse du club chinois, l’idée de recruter Benzia séduit les supporters, qui saluent son expérience et son niveau affiché en coupes européennes. Plusieurs médias locaux évoquent même un joueur au « niveau Ligue des champions ». Ce statut, Benzia l’a construit grâce à une bonne régularité en Azerbaïdjan, après des passages dans des championnats bien plus compétitifs comme la Ligue 1 (Lyon, Lille, Dijon) ou la Süper Lig (Fenerbahçe, Hatayspor). À 30 ans, Benzia n’a pas encore tranché sur son avenir. Il disposerait également d’approches venues du Golfe et de France, mais souhaite trouver un club rapidement pour rester compétitif. Sous les ordres de Vladimir Petkovic, il est devenu un élément important de l’équipe d’Algérie, avec 11 apparitions sur les 14 derniers matchs des Fennecs. L’ancien Lyonnais rêve de disputer sa première Coupe d’Afrique des Nations en janvier prochain. Mais une longue période sans club pourrait compromettre cet objectif. La Chine représente une piste inattendue et incertaine en terme de visibilité, mais pourrait lui offrir du temps de jeu… et un gros contrat.

DeepSeek R1 aurait été entraînée à l'aide de la meilleure puce IA de Huawei

La start-up chinoise DeepSeek a ébloui à sa sortie, interrogeant sur la manière dont l'IA a pu être entraînée. Et il semble qu'il n'y ait pas que des composants NVIDIA qui aient été utilisés.

Un nom est sur toutes les lèvres dans le monde de la tech depuis quelques jours : DeepSeek. L'IA de la start-up chinoise a montré des capacités incroyables, au point que beaucoup se sont demandés comment elle pouvait atteindre ce niveau alors que les entreprises de Chine ne peuvent normalement accéder aux meilleurs GPU de NVIDIA, les H100. Certains pensent qu'elles auraient pu en acquérir en contrebande, alors que DeepSeek affirme avoir simplement utilisé des GPU H800. Mais pas seulement semble-t-il !

Les puces Huawei Ascend 910C utilisées par DeepSeek

Avec quoi l'IA DeepSeek R1 a-t-elle été entraînée ? D'après un papier des chercheurs de la société de Hangzhou, un peu moins de 6 millions de dollars d'investissement dans des GPU H800 auraient suffi. Mais selon le spécialiste des modèles de langage, il y aurait eu aussi du matériel local d'utilisé.

En effet, DeepSeek aurait exécuté les tâches d'inférence à l'aide des dernières puces IA de Huawei, les Ascend 910C. Une information qui, si elle venait à se confirmer, montrerait à quel point la Chine continue de vite se développer, même sous la contrainte américaine.

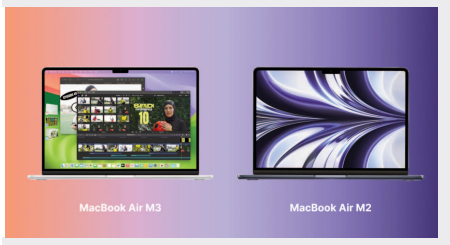
Une nouvelle preuve de la résilience chinoise ?

Pour rappel, la Ascend 910C est une puce développée par Huawei afin d'obtenir un composant qui puisse être aussi puissant que le meilleur GPU de NVIDIA, le H100. Le géant chinois devrait lancer la production de masse de cette puce durant le premier trimestre 2025, même si SMIC affiche pour le moment des rendements assez faibles dans la production de cette puce.

À l'heure actuelle, beaucoup de questions sont posées sur la façon dont le modèle de langage DeepSeek R1 a pu venir au monde.

Du côté des géants américains, après avoir salué la performance, le ton a changé. OpenAI accuse en effet maintenant l'entreprise chinoise d'avoir utilisé ChatGPT pour automatiser l'entraînement de ses modèles, sur le principe de la distillation. Ce qui est interdit par les conditions générales d'utilisation du chatbot.

Comparo MacBook Air M3 vs. MacBook Air M2 : quel portable Apple acheter ?



LES DERNIERS modèles ultraportables 13 et 15 ultraportables d'Apple. Voici comment ils se situent par rapport aux modèles M2.

Le MacBook Air M1 a été un modèle important lors de sa sortie fin 2020. Il a marqué l'arrivée d'Apple dans le monde du processeur. Il est encore excellent aujourd'hui, bien que le modèle ait été éclipsé par des machines plus puissantes. Si vous en possédez un, vous envisagez peut-être de passer à un MacBook Air M2 ou M3, mais lequel choisir ?

Le MacBook Air M3 a été lancé en mars 2024 et, comme son nom l'indique, il intègre la puce M3. La société affirme que cette puce est jusqu'à 60 % plus rapide que la M1. Vous vous dites probablement que le MacBook M3 est celui qu'il vous faut. Malheureusement, la réponse n'est pas aussi tranchée.

Dans de nombreux cas, il n'est pas utile de passer à une machine Apple de la dernière génération. En revanche, cela peut s'avérer utile si vous entrez dans l'écosystème pour la première fois. Avec le MacBook Air M3, il y a quelques ajouts majeurs qui peuvent justifier un saut par rapport au Macbook Air M2. Si vous possédez un M1 ou un modèle plus ancien, vous avez encore plus de raisons de passer à une génération plus récente.

Vous avez besoin d'un peu d'aide pour vous décider ? Voici les principales différences entre le MacBook Air M3 et le MacBook Air M2. Ainsi que quelques bonnes raisons d'acheter l'un ou l'autre.

SPÉCIFICATIONS DU MACBOOK AIR M3

Taille de l'écran : 13 pouces et 15 pouces
Puce : M3
CPU et GPU : CPU à 8 cœurs et GPU à 10 cœurs
Mémoire unifiée : Jusqu'à 24 Go
Stockage : SSD de 256 Go configurable en 512 Go, 1 To ou 2 To
Ports : Deux Thunderbolt / USB 4
Batterie : Jusqu'à 18 heures
Caméra : Caméra FaceTime HD 1080p
Prix : à partir de 1300 €

Spécifications du MacBook Air M2
Taille de l'écran : 13 pouces
Puce : M2
CPU et GPU : CPU à 8 cœurs et GPU à 8 cœurs
Mémoire unifiée : Jusqu'à 24 Go
Stockage : SSD de 256 Go configurable en 512 Go, 1 To ou 2 To
Ports : Deux Thunderbolt / USB 4
Batterie : Jusqu'à 18 heures
Caméra : Caméra FaceTime HD 1080p

VOUS DEVRIEZ ACHETER LE MACBOOK AIR M3 SI...

1 ... vous voulez un Wi-Fi plus rapide

Si vous effectuez beaucoup de téléchargements dans le cadre de votre travail ou si vous êtes un joueur, sachez que le MacBook Air M3 prend en charge la norme Wi-Fi 6e. Il permet des vitesses de téléchargement plus rapides et une latence plus faible (à condition évidemment que vous utilisiez un routeur Wi-Fi 6e).

Si la différence n'est pas flagrante pour les tâches quotidiennes, vous l'apprécierez si le débit élevé est un facteur critique pour besoins.

2 ... vous utilisez plus d'un moniteur

L'un des principaux avantages du M3, outre les améliorations purement techniques, est la prise en charge de deux moniteurs. Bien qu'il existe des solutions de contournement pour utiliser deux moniteurs sur le MacBook Air M2, elles présentent quelques inconvénients.

Le MacBook Air M3 dispose d'une connectivité appropriée pour deux moniteurs externes.

Cette machine vaut la peine alors, si vous travaillez fréquemment avec plusieurs moniteurs.

Il y a toutefois un hic : vous ne pouvez utiliser deux moniteurs externes que lorsque le couvercle du MacBook Air M3 est fermé. Vous ne disposez donc pas de l'écran de votre ordinateur portable et de deux moniteurs ; vous n'avez que les moniteurs dans ce cas.

3 ... vous voulez les meilleures performances possibles

Si vous souhaitez obtenir les meilleures performances, en particulier pour les nouvelles applications d'intelligence artificielle, tournez-vous vers le M3.

Il existe plusieurs versions de la puce M3 et, bien que les ordinateurs portables MacBook Air ne soient livrés qu'avec la version de base des puces conçues par Apple, il s'agit d'une amélioration considérable par rapport au M1 ou à un modèle plus ancien qui tourne avec un processeur Intel. Si vous effectuez des travaux intensifs tels que le montage vidéo ou la conception graphique et que vous trouvez que votre ancienne machine s'enlise souvent, vous remarquerez sans doute immédiatement la différence en termes de vitesse de rendu et de démarrage.

L'augmentation par rapport au modèle M2 n'est pas aussi significative, mais si vous voulez ou avez besoin du meilleur ordinateur ultraportable disponible pour cette gamme de prix, cela vaut la peine d'y réfléchir.

1 ... la différence de prix de 100 € est signifiante pour vous

Les occasions d'économiser un peu d'argent sur les produits Apple sont assez rares, mais vous en avez une ici en optant pour le modèle MacBook Air M2.

En effet, avec la sortie du M3, Apple a ramené le prix de départ du MacBook Air M2 à 1200 €, et ce prix pourrait encore baisser par la suite, ce qui permettrait de réaliser des économies plus importantes.

Même si le M2 est un peu plus ancien, il reste un ordinateur portable parfaitement capable et qui conviendra à la plupart des gens.

2 ... vous n'avez pas besoin des fonctionnalités les plus récentes et les plus performantes

Vous utiliserez votre ordinateur portable principalement pour surfer sur le web, écouter de la musique ou travailler à distance ?

Dans ce cas, vous n'avez probablement pas besoin de la puissance et ni de payer le prix du MacBook Air M3.

Pour la plupart des utilisateurs, le M2 est une machine plus que fiable.



En 2025, les réseaux informatiques doivent conjuguer protection contre des cybermenaces complexes et optimisation des performances. Assurer un réseau informatique sécurisé et performant exige un équilibre entre technologies avancées et bonnes pratiques éprouvées.

5 recommandations pour assurer un réseau informatique sécurisé, fiable et performant en 2025

Il en est du réseau comme de la sécurité : les années passent, les technologies évoluent mais les consignes pour le maintenir et l'optimiser restent peu ou prou les mêmes ! Pourtant il est fréquent lors des séminaires ou des formations de constater que les professionnels de l'IT ne sont pas toujours les plus vigilants. Profitons de cette année qui commence pour rappeler les bonnes pratiques à mettre en œuvre, quelle que soit la taille de l'entreprise.

1/ Effectuer les mises à jour régulièrement

Les mises à jour assurent aux entreprises une plus grande protection contre les attaques car elles contiennent des correctifs de sécurité essentiels pour combler des failles ou corriger des bugs. En outre, elles permettent d'améliorer les performances des outils utilisés et peuvent également contenir de nouvelles fonctionnalités. Comme tout système informatique, les équipements réseaux doivent être mis à jour.
Mettre à jour régulièrement ses logiciels, systèmes d'exploitation et firmwares est une mesure indispensable pour garantir la sécurité, la performance et la pérennité du réseau informatique.

2/ Utiliser des solutions de sécurité avancées

Les DSI doivent également considérer l'implémentation de solutions de sécurité telles que des pares-feux de nouvelle génération, des systèmes de détection et de prévention des intrusions (IDS/IPS), et des logiciels antivirus/malware. L'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique peuvent également être utilisés pour détecter les menaces en temps réel.
Il ne faut pas non plus oublier la plus basique des protections mais aujourd'hui encore la plus négligée : l'utilisation de mots de passe forts pour l'accès aux systèmes. Les mots de passe comme « password », « 12456 », « qwerty » ou « azerty » figurent toujours en tête de classement, et ce n'est malheureusement pas une blague !

3/ Segmenter le réseau

Autre pratique essentielle pour sécuriser et optimiser l'infrastructure : la segmentation du réseau. En divisant le réseau en segments distincts, la DSI renforce la sécurité, améliore les performances, limite la propagation des menaces et permet également une meilleure réactivité des équipes techniques. La majorité des solutions sont dotées de fonctionnalités avancées permettant de configurer des segments différenciés pour les invités, les employés et les systèmes critiques par exemple, il suffit de les utiliser ! Non seulement cela se fait très simplement, mais cela facilite grandement la gestion. Cette stratégie est d'une efficacité redoutable pour contenir les attaques potentielles et protéger les données sensibles de l'entreprise.

4/ Former et sensibiliser les utilisateurs

Il peut paraître évident de ne pas cliquer sur un lien, d'avoir des mots de passe forts et différents pour accéder aux outils et ressources de l'entreprise mais dans les faits ce n'est pas le cas. Selon le Rapport Verizon Data Breach Investigations 2023, environ 82 % des violations de données impliquent un élément humain, que ce soit par le biais de phishing, d'erreurs ou d'abus de privilèges. Il est donc important de former les employés sur les bonnes pratiques en matière de sécurité, comme de savoir reconnaître des tentatives de phishing, utiliser des mots de passe forts et pratiquer une gestion sécurisée des données. La sensibilisation continue des collaborateurs est cruciale pour maintenir un haut niveau de sécurité.

5/ Surveiller et gérer le réseau de manière proactive

Les DSI devraient être en mesure de monitorer l'activité du réseau en temps réel afin de détecter les anomalies et intervenir au plus vite. Pour cela il existe des outils qui permettent non seulement une surveillance continue depuis une simple interface web mais qui envoient également des notifications en temps réel lors d'incident.
La gestion proactive inclut aussi la réalisation régulière d'audits de sécurité, de tests de pénétration et de mises à jour des politiques de sécurité pour s'adapter aux nouvelles menaces. Un réseau sûr, fiable, performant est un réseau surveillé de près et adapté aux évolutions de l'entreprise.L'infrastructure réseau d'une entreprise constitue son épine dorsale, elle est stratégique pour assurer le bon fonctionnement des opérations et des activités.
En tant que telle, elle doit faire l'objet d'une attention continue et d'un entretien régulier. Il se peut que les entreprises ne disposent pas toujours des ressources en interne pour s'acquitter de ces missions, mais dans ce cas, cela peut se régler aisément en faisant appel à des partenaires experts !

L'équipementier ColorWare commercialise maintenant des Mac mini M4 "custom" au look rétro

L'équipementier américain ColorWare, connu pour ses accessoires et appareils « custom », a lancé une version légèrement modifiée du Mac mini M4. L'objectif ? Donner une apparence rétro à l'engin sans compromettre son design ou ses connectiques. Le Mac mini M4 et son châssis en aluminium très sobre manquent un peu de saveur selon vous ? Eh bien, ColorWare a peut-être le modèle qu'il vous faut. Basée dans le sud du Minnesota, la marque a lancé sa propre version de l'appareil, légèrement revisitée. Ce modèle customisé conserve pratiquement à l'identique le Mac mini M4 (qui a d'ailleurs une nouvelle version), mais en donnant à son carénage un « look » vintage plutôt bien dosé.

DEUX COLORIS AU MENU !

En l'occurrence, les flancs de l'appareil ont profité d'un usinage CNC évoquant les grilles d'aération des ordinateurs de jadis. Quant au châssis en lui-même, il arbore ici une finition mate déclinée en deux coloris : beige clair et noir. La pomme, normalement dotée d'un effet miroir sur le modèle original, a en outre été remplacée par l'ancien logo multicolore qu'Apple utilisait à la fin des années 70.
Comme le souligne NoteBookCheck, ce Mac mini « Rétro » signé ColorWare est une édition limitée produite en quantité limitée. À défaut de précisions, combien d'unités sont disponibles ? La marque précise pour sa part que la garantie sera gérée par ses soins depuis les États-Unis. Si vous achetez l'un de ces modèles et que vous avez besoin du SAV, il faudra donc se tourner directement vers ColorWare, et non vers Apple. Un point important à garder en tête. On y trouve bien entendu les mêmes spécifications et les mêmes connectiques que sur les moutures classiques, avec trois ports Thunderbolt 4, une sortie HDMI, et une prise Ethernet à l'arrière. À l'avant, on retrouve deux ports Thunderbolt 4 et une prise casque. Quant au bouton de mise sous tension… il reste au même endroit, et donc localisé sous le châssis. Côté prix, ColorWare facture 300 dollars son design custom. Le Mac mini de base (M4/16 Go /256 Go) voit ainsi son prix grimper à 899 dollars, tandis que la variante la plus performante (M4 Pro/24 Go/512 Go) monte à 1 699 dollars.



Le Roi Charles VI de France pensait que son corps était de verre !



L'ILLUSION de verre est un trouble psychiatrique apparu en Europe à la fin du Moyen Age. En effet, les gens touchés par ce trouble pensaient qu'ils étaient faits de verre et craignaient de se briser en morceaux.

Une des victimes de ce trouble était le roi Charles VI de France. Ce dernier a porté autour du torse des cerceaux en acier qui, selon lui, le protégeront en cas de mauvaise chute, il a aussi interdit qu'on le touche de peur de se briser.

Le roi Charles VI avait perdu la raison durant les 15 dernières années de son règne, il se cachait pendant des heures dans un coin parce qu'il pensait qu'il était de verre, oubliait qui il était, errait dans les couloirs de son château en hurlant comme un loup…

Les gens qui rient plus tolèrent mieux la douleur à la fois physique et émotionnelle !



UNE ÉTUDE a été menée par des chercheurs de l'Université d'Oxford a montré qu'un bon rire diminue la sensation de douleur.

En effet, les rires stimulent la libération des hormones endorphines qui provoquent une sensation de bien-être et qui agissent comme des analgésiques naturels.

La série d'expériences a testé la tolérance à la douleur de personnes qui ont participé à des activités qui provoquent des rires comme regarder des vidéos comiques ou des spectacles, d'autres ont participé à des activités qui ne font pas rire.

Ceux qui ont regardé des comédies et qui ont ri étaient capables de tolérer 10 % plus de douleur que les autres personnes. L'endorphine libérée lorsqu'ils ont ri les a aidés à résister à la douleur physique et émotionnelle.

LE SAVIEZ VOUS

Italie : Les touristes peuvent acheter des canettes d'« air frais » du lac de Côme comme souvenir (à presque 10 euros)



GADGET•
Si vous visitez le lac de Côme (Italie), vous pourrez repartir avec un souvenir très particulier : des canettes remplies d' « air frais »

Oubliez les tasses, les magnets, les cartes postales… des souvenirs de voyage bien trop banales. En Italie, les touristes peuvent désormais repartir avec des canettes d' « air frais » du lac de Côme. Une création de l'entreprise de communication ItalyComunica, a repéré CNN lundi. Elle promet à ses clients des canettes contenant 400 millilitres d'« air 100 % authentique » et les vend 9,90 euros. La société a voulu « créer un souvenir qui pourrait être facilement transporté dans une valise pour les touristes » et « quelque chose d'original, amusant et même provocateur », a déclaré au média américain un porte-parole d'ItalyComunica. Une fois la canette ouverte, les touristes peuvent la réutiliser comme une boîte de rangement pour stylos.

Un cadeau qui « ne plaira pas à tout le monde »

Le maire de Côme, Alessandro Rapinese, reste assez dubitatif concernant cette création. « Elle ne plaira pas à tout le monde », a-t-il estimé. « Mais en tant que maire d'une des plus belles villes d'Italie, si quelqu'un veut emporter un peu d'air frais chez lui, c'est très bien, à condition qu'il garde aussi de beaux souvenirs de cette région. »

Il espère tout de même que les touristes seront davantage séduits par l'achat de foulards de soie que par ces canettes. Si cette idée peut prêter à sourire, elle a déjà été exploitée en Angleterre, en Ecosse, aux Pays de Galles, en Irlande, en Islande mais aussi en France. Des bouteilles remplies de l'air de Trouville-sur-Mer (Calvados) étaient par exemple proposées à l'office de tourisme, expliquait Ouest-France dans un article de 2022. Vous retrouverez le même type de produit à La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes) à 5 euros, a repéré Le Parisien.

Cependant, le plus célèbre est peut-être l'air de Montcuq, clin d'œil au village du Lot rendu célèbre en 1976 par un sketch de Daniel Prévost dans l'émission Le Petit rapporteur.

Australie : Cassius, le crocodile le plus long du monde, est mort à plus de 120 ans

IL PESAIT près d'une tonne et mesurait environ 5,5 m C'était une légende. Un crocodile hors normes à bien des aspects. Cassius est mort ces derniers jours a annoncé le parc où il vivait dans un post Facebook sans préciser la date exacte.

« C'est avec une profonde tristesse que nous partageons le décès de notre compagnon bien-aimé Cassius, écrit le Marineland Melanesia.

Il était plus qu'un simple crocodile, c'était un membre chéri de notre famille qui a apporté joie et compagnie à son meilleur ami George pendant plus de 37 ans. »

Capturé après des attaques



L'état de santé de Cassius s'était dégradé récemment. Et si personne ne pouvait lui donner un âge avec certitude, il semblait acquis qu'il avait plus de 120 ans, un âge très vénérable pour un crocodile sauvage. Car Cassius n'est pas né dans un parc, rappelle la BBC. Il avait vécu de nombreuses années à l'état sauvage, où il s'était fait remarquer par ses attaques sur le bétail et contre les hélices de bateau. Au moment de sa capture, il avait entre 30 et 80 ans selon les experts.

Brésil

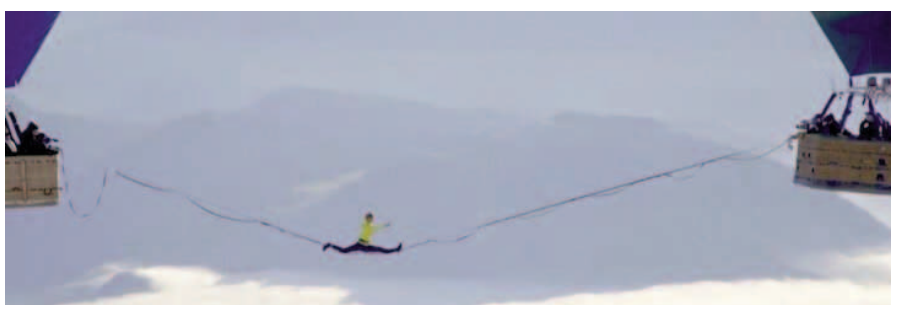
Des funambules à 2.500 mètres d'altitude: le spectaculaire record du monde de slackline battu par deux Allemands

Un nouveau record du monde a été établi samedi par deux Allemands, en slackline. Friedi Kuehne et Lukas Irmler ont joué les funambules entre deux montgolfières, évoluant à 2 500 mètres d'altitude.

LE PRÉCÉDENT record était de 1.900 mètres, établi au Brésil en 2021. Irmler et Kuehne étaient 600 mètres plus haut, comme l'a confirmé l'International Slackline Association.

Les deux amis ne sont pas des inconnus sur la scène de la slackline et détiennent déjà plusieurs records du monde. En 2019, par exemple, Lukas Irmler a parcouru la plus longue distance au monde sur une slackline, soit deux kilomètres.

Son copain Friedi Kuehne est surtout connu pour ses records en "highlining", en équilibre sur des cordes particulièrement hautes, sans dispositif de sécurité. En 2017, il a parcouru une slackline de 110 mètres de long et 250 mètres de haut et détient depuis le record du monde.



Pourquoi les émissions de CO2 repartent-elles à la hausse ?



Mené par une centaine de chercheurs en climatologie, le Global Carbon Project dresse chaque année le bilan du CO2 émis par les activités humaines sur la planète. Après un creux lié à la pandémie de Covid, les émissions sont reparties à la hausse. Explications.

"Chaque année, nous essayons d'avoir la meilleure synthèse possible des processus qui expliquent l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère, principale cause du réchauffement climatique", souligne en conférence de presse Philippe Ciais, chercheur au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (CEA-CNRS-UVSQ).
Comme une centaine d'autres scientifiques issus de 85 instituts de recherche dans le monde, ce climatologue a contribué au rapport du Global Carbon Project - dirigé par Pierre Friedlingstein, de l'Université d'Exeter (Royaume-Uni) - dressant à la fois le bilan des émissions de dioxyde de carbone par les activités humaines sur la planète pour l'année 2021, ainsi que les projections pour 2022.

40,6 milliards de tonnes de CO2 en 2022

Les données sur les émissions de CO2 analysées proviennent à la fois des Etats, de l'Agence internationale de l'énergie (IEA), mais aussi des pollueurs eux-mêmes, à l'instar du géant pétrolier British Petroleum (BP). Les autres gaz à effet de serre (méthane, oxyde nitreux...) ne sont pas pris en compte par le Global Carbon Project, en raison de difficultés de comparaison - le méthane a un effet de réchauffement plus puissant, mais il persiste moins longtemps que le CO2 dans l'atmosphère.

"Les émissions de CO2 ont fortement rebondi (après la crise du Covid)", annonce Philippe Ciais. Quant à l'année 2022, le bilan des mois déjà écoulés - complété avec une extrapolation sur les mois restants - s'élève à 40,6 milliards de tonnes (GtCO2). Le chercheur pointe la "reprise économique après la récession en 2020". "Pendant le Covid, il y a eu moins de demande, ce qui fait que les ressources fossiles ont été moins sollicitées, et ce fut une bonne année pour les (énergies) renouvelables."

Détaillant les émissions de CO2 pays par pays, le climatologue relève "en 2021 un très fort rebond de la Chine, suivi en 2022 d'une légère diminution, probablement liée au ralentissement économique ainsi qu'aux reconfinements dans le cadre de la politique zéro-covid. Aux Etats-Unis, les émissions ont augmenté en 2022 (+1,5 %) tandis qu'elles ont baissé en UE (-0,8 %). Mais la hausse la plus forte est observée pour l'Inde : +6 %."
"Même si toutes les promesses (des gouvernements) sont tenues, nous ne sommes pas du tout certains de rester sous la barre des 2°C (de réchauffement planétaire)", en conclut-il. "Or, nous sommes déjà à +1,1 °C, et nous voyons déjà le changement climatique se manifester avec une intensité qui a surpris même les climatologues."

Reprise de l'aviation et déforestation

La plus grande part de ce bilan (36,6 GtCO2) correspond aux émissions de CO2 d'origine fossile (pétrole, charbon, gaz et ciment), qui devraient augmenter de 1 % par rapport à l'année précédente. Une hausse attribuable notamment à une "forte ré-augmentation de l'utilisation du pétrole, notamment avec la reprise de l'aviation", précise le chercheur. Si le transport aérien représente certes une faible part des émissions globales (2 à 3 %), "la ré-augmentation qui a suivi une diminution de moitié en 2020" expliquerait cet effet, à première vue disproportionné.
La partie restante (3,9 GtCO2) correspond aux émissions liées au changement d'usage des terres, notamment la déforestation. En coupant des arbres, l'humanité libère du carbone (flux brut), ce qui est compensé - mais seulement en partie - par la repousse des forêts dites "secondaires", détaille le climatologue. "Si l'on pouvait atteindre le "zéro déforestation" en 10 ans, nous pourrions bénéficier (de cette repousse) pour renverser la tendance, et avoir un "puits net" de carbone".

Mais pour l'instant, trois pays procèdent toujours à une déforestation massive, laissant place à des terrains agricoles : "l'Indonésie et le Brésil, principalement pour l'exportation (respectivement d'huile de palme et de soja destiné aux animaux d'élevages, NDLR)" et "la République Démocratique du Congo, où il s'agit davantage de petites exploitations, avec de l'agriculture tournante", distingue le scientifique.

2022, une année critique pour les gaz à effet de serre

"Le problème, c'est que l'humanité extrait du carbone fossile : charbon, pétrole et gaz naturel. Une partie (du CO2) s'accumule dans l'atmosphère. Heureusement, il y a des réservoirs naturels (ou "puits de carbone", tels que les océans et les forêts, NDLR) qui en réabsorbent environ la moitié", explique le chercheur.

Toutefois, ces puits de carbone semblent devenir de moins en moins efficaces. "D'après nos analyses, le changement climatique est en train de réduire l'absorption du carbone par les océans (de 4 %) et par les écosystèmes terrestres (de 17 %)" sur la décennie 2012-2021, souligne le climatologue. L'affaissement de ce puits de carbone au niveau des forêts françaises serait dû à la fois aux conditions climatiques (températures plus élevées) ainsi qu'aux parasites qui augmentent la mortalité des arbres.
"Au niveau européen, on est déjà sur une bonne trajectoire, même s'il va falloir intensifier les efforts (...) et au niveau de la France, nous sommes aussi sur la bonne voie", confirme Jean-Pierre Chang, Directeur adjoint – Pôle de Coordination de l'Inventaire au Citepa, une association sans but lucratif qui évalue l'impact des activités humaines sur le climat et la pollution atmosphérique. Selon son analyse, la période 1990-2005 - caractérisée par une stabilisation des émissions de gaz à effet de serre - a vu suivre une nouvelle ère marquée par une "tendance structurelle à la baisse".
Ainsi, les émissions correspondant aux années 2019, 2020 et 2021 n'ont pas dépassé, chacune respectivement, les "plafonds annuels indicatifs de la SNBC (stratégie nationale bas carbone, NDLR)". Pour les années à venir, dans notre pays, "il faut espérer une continuation de la réduction des émissions (...) à hauteur de -3 % à -4 % d'ici 2030", ajoute-t-il.
En zoomant sur les secteurs d'activité, l'expert du Citepa remarque que si le résidentiel tertiaire et l'industrie manufacturière ont vu leurs contributions respectives diminuer (-13 % et -5 %), l'industrie de l'énergie, elle, a émis davantage de gaz à effet de serre (+8 %) - ce qui s'expliquerait par "la mise à l'arrêt des centrales nucléaires françaises" et par un "recours plus important aux énergies fossiles".

Réduire nos émissions, autant que pendant la crise du Covid - mais de manière pérenne

"Mais stabiliser le climat, ça veut dire faire descendre les émissions à zéro. Si l'on voulait atteindre le "net zéro" (...) d'ici 2050, il faudrait réduire nos émissions de 1,4 GtCO2 chaque année - ce qui correspond à ce qui s'est produit pendant la crise du Covid, mais cette fois-ci, il faudrait le faire de manière pérenne", insiste Philippe Ciais.
Faisable ? "Un objectif aussi ambitieux ne pourrait être atteint qu'en réduisant la demande", estime-t-il. "2022 est une année critique, (...), or, c'est (aussi) une année chaotique avec la crise des énergies et la guerre en Ukraine. On est passé d'un monde où l'on pouvait faire des projections relativement fiables sur l'avenir, à un monde où l'on ne peut plus vraiment prévoir les variations", prévient le climatologue.
Il y a désormais 50 % de chance que le réchauffement planétaire de 1,5 °C soit dépassé dans neuf ans, évaluent les experts du Global Carbon Project.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



Douleur abdominale : gauche, droite, cause, traitement

Une douleur à l'abdomen dite abdominale est fréquente chez la femme et l'homme, enfant comme adulte. On parle généralement de maux d'estomac ou de maux de ventre. Que cache une douleur à gauche ? A droite ? Quels sont les symptômes associés ? Quand faut-il consulter ? Quel traitement ?

Les douleurs abdominales, que ce soit du côté gauche ou du côté droit concernent une grande partie de la population : environ 2 à 4 adultes sur 10 et 1 à 2 enfants sur 10 sont fréquemment affectés par des douleurs abdominales. Une douleur abdominale peut notamment être caractérisée par son caractère récurrent (on parle alors de douleur abdominale chronique) ou ponctuel (on parle alors de douleur abdominale aiguë). Quels sont les symptômes d'alerte ? Les différentes causes ? Qui et quand consulter ? Quels sont les meilleurs traitements ? Explications des symptômes et des solutions.

Qu'est-ce qu'une douleur abdominale aiguë ?

Une douleur abdominale aiguë et sévère est presque toujours le symptôme d'une maladie intra-abdominale. Elle peut être le seul signe de la nécessité d'une intervention chirurgicale et doit être rapidement prise en charge. Dans certains cas, elle peut aussi révéler une affection rénale, gynécologique, cardiaque, vasculaire, thoracique, et parfois métabolique.
Les signes cliniques associés (fièvre, saignements, diarrhée, constipation, vomissements...) et les examens biologiques simples, la radiologie de l'abdomen sans préparation, l'échographie ou le scanner abdominale permettent d'orienter le diagnostic.

Qu'est-ce qu'une douleur abdominale chronique ?

Une douleur abdominale chronique est définie par une douleur persistante pendant plus de 3 mois, de façon continue ou intermittente. Une douleur intermittente peut être assimilée à une douleur abdominale récurrente. Elle peut survenir à tout moment après l'âge de 5 ans.
Jusqu'à 10% des enfants nécessitent un bilan pour une douleur abdominale récurrente et environ 2% des adultes, majoritairement des femmes, ont une douleur abdominale chronique.
Un plus grand pourcentage d'adultes présente certains symptômes gastro-intestinaux chroniques, comme une dyspepsie et différents troubles intestinaux.

Qu'est-ce qu'une douleur abdominale après le repas ?

Une douleur après les repas signe le plus souvent un problème de digestion au niveau de l'estomac, du pancréas, de la vésicule biliaire ou des intestins. Une sensation de pesanteur ou de ballonnement accompagnée d'éructations, ou de douleur au-dessus de l'ombilic peut être en lien avec une dyspepsie (reflux gastro-œsophagien, ulcère estomac...).
Au contraire, une douleur vive et transfixiante de la partie haute du ventre ou à droite peut être en lien avec une pathologie du pancréas ou de la vésicule biliaire.
Des ballonnements, des gonflements, de la diarrhée ou de la constipation associés à une douleur en bas du ventre sont plutôt le signe d'un problème intestinal.

Douleur abdominale à droite : le signe de quoi ?

Une douleur abdominale à droite est le signe d'un problème au foie ou à la vésicule biliaire. L'appendicite se traduit par une douleur abdominale au niveau de la partie inférieure droite de l'abdomen (la fosse iliaque droite).

Douleur abdominale à gauche : le signe de quoi ?

Une douleur abdominale à gauche est le signe d'un problème à l'estomac, au duodénum ou au pancréas.

Quels sont les symptômes d'une douleur abdominale ?

Les symptômes varient en fonction de la cause et de la localisation (à gauche ou à droite, accompagnée d'autres symptômes...). La douleur abdominale se caractérise par :
Sensation de douleur d'une partie ou de tout le ventre,
Crampes ou de brûlures
Une fièvre
Des nausées et des vomissements
Une aérophagie
Une miction difficile.
"Les douleurs abdominales sont très fréquentes car elles sont le symptôme de diverses pathologies de l'ensemble de l'abdomen. Ne laissez pas traîner une douleur abdominale et n'hésitez pas à consulter votre médecin traitant si elle persiste ou les urgences si elle est insupportable", conseille le Dr Claire Lewandowski, médecin spécialisée en médecine générale, addictologie et psychiatrie.

Douleur abdominale et urine foncée : que faire ?

Des urines foncées signent le plus souvent la présence de sang. Lorsqu'elles sont associées à une douleur abdominale vive à la miction, elles sont le signe de coliques néphrétiques, c'est-à-dire une obstruction des voies urinaires.
Elles se manifestent par une douleur aiguë ressentie de manière soudaine dans la région lombaire, et elle est due à une brusque augmentation de la pression de l'urine qui ne peut plus s'écouler. Des examens complémentaires sont nécessaires pour confirmer le diagnostic comme une échographie et un traitement antalgique soit être débuté sans tarder.

Sang dans les urines (hématurie) : quelles causes ?

L'hématurie désigne la présence de sang dans les urines. Elle peut être révélatrice de diverses maladies ou troubles liés à un organe du système urinaire, comme la vessie ou les reins. Est-ce grave ? Quelles causes ?

Douleur abdominale et diarrhée : que faire ?

En cas de douleurs abdominales aiguës associées à une diarrhée - c'est à dire au moins 3 selles molles ou liquides par jour, pendant moins de 14 jours (habituellement, seulement quelques jours) et qui disparaissent spontanément - une infection virale ou bactérienne est le plus souvent en cause. En revanche, si les douleurs et la diarrhée deviennent chroniques, c'est à dire qu'elles durent plus de 4 semaines, elles peuvent être causées par un trouble inflammatoire de l'intestin comme la colite ulcéreuse ou la maladie de Crohn.

Diarrhée : comment lutter contre ?

La diarrhée se manifeste par des selles molles ou liquides. Elle est souvent accompagnée de nausées et de vomissements et parfois de fièvre. Selon les cas, il est impératif de consulter pour éviter les complications. Quelles sont les causes ? Que manger ?

Douleur abdominale et fièvre : que faire ?

Lorsque la fièvre accompagne la douleur abdominale, c'est qu'il peut s'agir d'une infection. Dans la plupart des cas il s'agit d'une gastro-entérite d'origine virale ou bactérienne. Cependant, en fonction des antécédents médicaux et chirurgicaux, des examens complémentaires (prise de sang, échographie, scanner...) et des symptômes, il peut aussi s'agir d'une atteinte hépatobiliaire, d'une pancréatite, d'une perforation ou d'une inflammation intestinale comme une maladie de Crohn, un abcès, une obstruction, une ischémie intestinale ou une diverticulite.
D'autres affections gynécologiques comme la salpingite, la grossesse extra-utérine, la torsion ou la rupture d'un kyste de l'ovaire peuvent aussi être en cause. Dans tous les cas, une prise en charge médicale rapide d'impose pour faire le diagnostic et parfois procéder à une intervention chirurgicale en urgence.

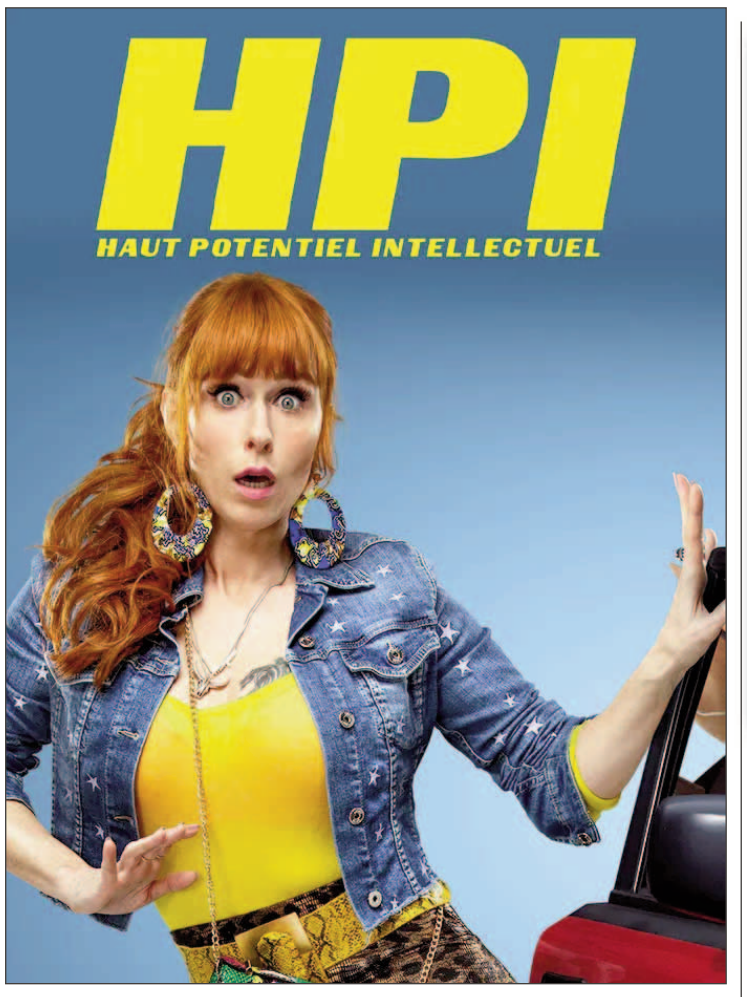
Quelles sont les causes d'une douleur abdominale ?

Les causes des douleurs abdominales sont très nombreuses. Ce sont l'examen clinique du médecin, les symptômes associés et les examens complémentaires qui permettent de faire le diagnostic et de proposer une prise en charge adaptée. Une douleur abdominale peut révéler :

Une constipation
Une infection gastro-intestinale (gastro-entérite...)
Un reflux gastrique
Une gastrite
Un ulcère
Un étranglement de l'intestin en cas d'hernie
Une inflammation du pancréas ou du foie
Une appendicite
Une occlusion intestinale
Une péritonite
Un calcul rénal ou biliaire
Une cystite
Un infarctus du myocarde (beaucoup plus rare et surtout chez les personnes âgées).
Des règles douloureuses
Un kyste à l'ovaire
Une grossesse extra-utérine
Enfin, de nombreuses personnes souffrent régulièrement de maux de ventre sans cause connue. On parle alors de troubles fonctionnels intestinaux ou de "colopathie" en lien avec le stress ou un état dépressif masqué.
Quels sont les traitements d'une douleur abdominale ?
Le traitement des douleurs abdominales repose essentiellement sur le traitement de leur cause. Pour cette raison, il est toujours préférable de consulter un médecin en cas de maux de ventre d'origine inconnue.
Lorsque les douleurs sont dues à des spasmes douloureux du tube digestif dont on soupçonne l'origine (diarrhée, excès alimentaire, colopathie, nervosité, anxiété...), il est possible de les soulager à l'aide de médicaments antispasmodiques sur prescription médicale. Dans certains cas, le traitement peut nécessiter une adaptation du régime alimentaire.
La chirurgie est parfois le seul remède permettant de traiter la cause et de soulager les symptômes.

Quand consulter en cas de douleur abdominale ?

Les douleurs abdominales violentes qui surviennent sans raison apparente nécessite de consulter un service d'urgences pour effectuer un examen clinique et un bilan comprenant le plus souvent une prise de sang, une échographie abdominale et parfois un scanner.
La présence de fièvre ou de sang dans les urines doit aussi faire consulter rapidement.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Série policière - France 2022 — TF1
HPI

21h00 Jeu - France 2025 — France 2
Mot de passe : le duel

21h00 Jeu - France 2025 — M6
J'en connais un rayon

21h05 Série dramatique - Etats-Unis 2025 — CANAL+
Yellowjackets

20h50 Musique — W9
France 2025
Les 20 tubes de l'été préférés des Français

20h55 Film policier — CINE + FRISSON
France - 2018
Fleuve noir

21h05 Magazine de société — 6ter
France 2015
Vive le camping

21h00 Film d'action - 2018 — CINE + PREMIER
Hunter Killer

21h50 Golf : Open de Detroit Saison 2025 — CANAL+ SPORT
Open de Detroit

21h00 Thriller - Danemark 2024 — CINE CINEMA
Echec et mort

20h50 Comédie — CANAL+ family
France - 2005
L'antidote

21h15 Comédie — TMC
France - 1982
Les sous-doués en vacances

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière (France - 2020)
Saison 1 - Épisode 1/2

Engrenages

En attendant l'instruction de l'affaire de Gilou, Laure et son groupe doivent faire profile bas en acceptant des dossiers sans grand intérêt. Les policiers sont appelés sur une scène de crime à Barbès où un adolescent a été retrouvé mort dans une laverie. Les premiers indices montrent qu'il a succombé à une overdose de drogue. Ali a fait sa demande de mutation en toute discrétion.

23h02
Série dramatique (Grande-Bretagne - 2023)
Saison 2 - Épisode 1

Rogue Heroes

Le commandant Paddy Mayne et ses hommes du SRS débarquent en Sicile afin de réaliser des opérations de sabotages avant le débarquement des Alliés. Dans la ville portuaire d'Augusta encore occupée par les troupes de la Wehrmacht, ils font la connaissance d'un prêtre et apprennent qu'ils doivent travailler avec la mafia et la Résistance.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	03:07	12:32	16:24	19:52	21:41	03:15	12:36	16:27	19:55	21:42	03:32	12:51	16:41	20:09	21:55	03:45	12:42	16:22	19:49	21:25	03:38	12:58	16:48	20:16	22:02	03:44	13:02	16:52	20:20	22:05	03:48	13:06	16:55	20:22	22:07

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8223 – JEUDI 26 JUIN 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	31°	22°
Oran	32°	23°
Constantine	37°	20°
Ouargla	42°	27°

BEM

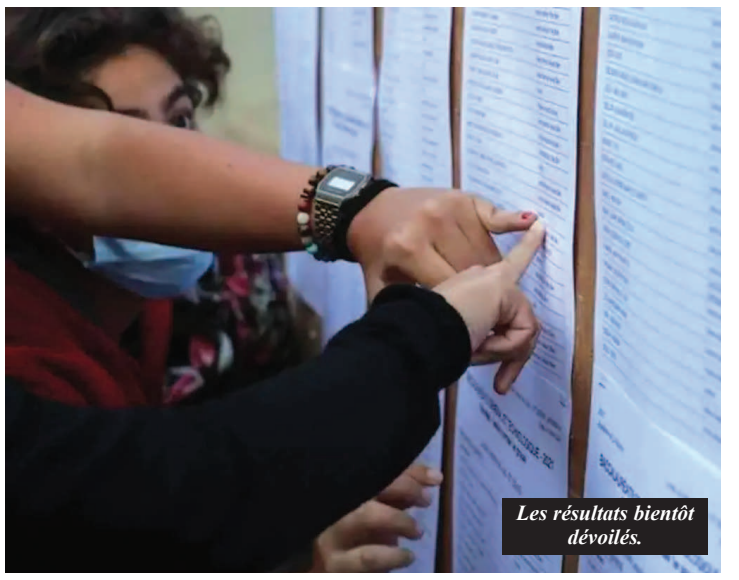
Les corrections des copies achevées

La correction des copies d'examen du BEM 2025, organisée du 1er au 3 juin, est achevée à travers l'ensemble des centres de correction dédiés à cette opération. L'annonce des résultats est attendue avant la fin de ce mois.

Les six centres nationaux de correction, mobilisés pour l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) session 2025, ont bouclé la correction des copies dans un délai exceptionnellement court, n'excédant pas une semaine. Une performance rendue possible grâce à l'implication des enseignants correcteurs, à l'encadrement strict des chefs de centre et à la mobilisation constante des équipes sur le terrain, malgré des conditions climatiques éprouvantes.

Après la phase de correction initiale, une procédure de vérification approfondie a été engagée. Chaque copie a été soumise à trois corrections distinctes, chacune étant à son tour revérifiée trois fois, soit un total de neuf vérifications par candidat. Ce processus vise à garantir une transparence totale et éviter toute erreur de notation, conformément au principe d'égalité des chances entre les 800 000 candidats ayant passé l'examen.

Une fois cette phase de contrôle achevée, les notes sont calculées automatiquement à l'aide d'un système informatisé. L'objectif est d'éliminer toute erreur humaine, notamment lors de la compilation des moyennes finales. Cette automatisation représente un gage de fiabilité et de cohérence dans le traitement des résultats.


Les résultats bientôt dévoilés.

La dernière étape, celle des délibérations, est actuellement en cours. Elle permet de valider les résultats finaux, de trancher les cas limites et de déterminer officiellement les taux de réussite et d'échec. L'annonce des résultats est prévue pour la fin du mois de juin au plus tard, selon les sources contactées par Echorouk.

Selon les résultats préliminaires, les candidats au BEM ont obtenu de bonnes notes en langue arabe et en sciences naturelles, de quoi permettre à ces deux matières d'être classées en tête de liste, avec des moyennes générales en nette progression dans ces matières. À l'inverse, le niveau en anglais semble avoir reculé, ce qui pourrait relancer le débat sur l'enseignement des langues étrangères dans le système éducatif algérien. En français, une amélioration notable a été observée dans la majorité des centres de correction. Plus surprenant encore, certains élèves ont obtenu pour la première fois la note maximale de 20/20 en histoire-géographie, révélant une meilleure maîtrise des concepts fondamentaux dans ces disciplines.

Concernant le taux de réussite préliminaire, les chiffres varient fortement d'un centre de correction à l'autre. Certaines structures ont enregistré des taux de réussite supérieurs à 60%, tandis que d'autres peinent à dépasser les 37%. Ces disparités reflètent à la fois les différences de niveau entre les régions et la nécessité d'un suivi pédagogique plus homogène à l'échelle nationale.

Cette session du BEM 2025 se distingue autant par la rigueur des procédures mises en place que par la rapidité d'exécution des équipes éducatives. Reste désormais la publication officielle des résultats, prévue d'ici quelques jours, pour que des milliers de collégiens puissent connaître l'issue de leur parcours au cycle moyen.

Lynda Louifi

ACCIDENT MORTEL À MOSTAGANEM

Deux jeunes perdent la vie

DEUX jeunes hommes, âgés de 19 et 32 ans, ont tragiquement perdu la vie dans un grave accident de la route survenu dans la matinée d'hier à Aïn Tédelès, dans la wilaya de Mostaganem. Le drame s'est produit sur la route nationale n°90A, à la suite du dérapage et du renversement du véhicule à bord duquel ils se trouvaient, a indiqué un communiqué de la Protection civile. L'alerte a été donnée à 08h50, précisent les services de secours, qui sont intervenus au lieu-dit Douar Ouled El Ghali, dans la commune d'Aïn Tédelès. Selon les premières constatations, le véhicule aurait soudainement quitté sa trajectoire avant de se renverser, causant la mort immédiate de ses deux occupants. Les dépouilles des victimes ont été évacuées vers la morgue de l'hôpital d'Aïn Tédelès, ajoute la même source. Il est à noter que la commune d'Aïn Tédelès a déjà été endeuillée la veille, aux alentours de 07h50, par un autre accident mortel survenu au lieu-dit Douar Ouled Amer. Il s'agissait cette fois d'une collision entre une voiture et une moto, qui a coûté la vie à un homme âgé de 42 ans. Deux autres personnes ont été blessées dans l'accident et évacuées vers l'hôpital local pour recevoir les soins nécessaires. Face à cette série noire, les autorités locales appellent une nouvelle fois les usagers de la route à faire preuve de prudence et au strict respect du code de la route afin d'éviter de nouvelles tragédies.

Brahim Mazi

EL-MEGHAIER

Saisie de plus de 16 000 comprimés psychotropes

UNE QUANTITÉ de plus de 16 000 comprimés psychotropes, de type Prégabaline 300 mg, a été saisie par les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) dans deux opérations distinctes menées sur le territoire des communes d'Oum-Tiour et Djamaâ, de la wilaya d'El-Meghair a-t-on appris, hier, auprès de ce corps sécuritaire. Dans la première opération, les gendarmes, agissant sur informations faisant état de l'acheminement probable de psychotropes via la RN-46A, sur le tronçon reliant Oum-Tiour à la wilaya d'Ouled-Djellal, ont intercepté un motocycliste dont la fouille a permis de déceler une quantité de 15.000 comprimés psychotropes, empaquetée dans un sac. Le mis en cause a été conduit au poste pour la poursuite des investigations qui ont permis l'identification d'une deuxième personne impliquée dans l'affaire, actuellement en fuite, a précisé la source. La deuxième affaire, traitée par les éléments de la brigade de GN de Djamaâ, a permis, lors d'un barrage de contrôle routier sur la RN-3, de contrôler un véhicule, à bord duquel se trouvaient un homme et une femme, et dont la fouille a donné lieu à la découverte de 1 000 comprimés psychotropes. Les mis en cause dans les deux affaires ont été présentés devant les procureurs de la République des tribunaux d'El-Meghaïer et Djamaâ, a conclu la même source.

S. N.

ECOLE SUPÉRIEURE DE L'INFANTERIE DE CHERCHELL

Sortie de neuf nouvelles promotions

LE COMMANDANT des Forces terrestres, le général-major Mustapha Smaâli, a présidé, hier, la cérémonie de sortie de neuf nouvelles promotions d'officiers et de sous-officiers (année scolaire 2024/2025) à l'Ecole supérieure de l'infanterie «Chahid Djelloul Abidat» de Cherchell, dans la wilaya de Tipasa. Les nouvelles promotions, baptisées du nom du chahid «Agoune Benyoucef», dit «Si Djelloul», englobent la 63e promotion du cours de perfectionnement des officiers, la 30e promotion du cours d'application des officiers, la 24e promotion du cours de qualification militaire professionnelle de 2? degré structures d'état-major. A cela s'ajoutent la 8e promotion du cours de qualification militaire professionnelle de 2 degré - formateurs, la 28e promotion du cours de qualification militaire professionnelle de 2 degré, la 26e promotion du cours de qualification militaire professionnelle de 1degré - structures d'état-major, la 24e promotion du cours de qualification militaire professionnelle de 1 degré - formateurs, la 56e promotion du cours de qualification militaire professionnelle de 1 degré, ainsi que la 29e promotion du Cours du brevet militaire professionnel de 2 degré.

Ces promotions comptent, également, des diplômés de l'Etat de Palestine, de la République de Tunisie et de la République islamique de Mauritanie. Dans son allocution à l'occasion, le Commandant de l'Ecole supérieure de l'infanterie, le Général-major Djilali Rih, a affirmé que cet établissement de formation relevant de l'Armée nationale populaire (ANP), considéré comme un incubateur de la pensée militaire théorique et pratique, «a toujours été au diapason de toutes les nouveautés en matière de théories et concepts des sciences militaires modernes, de doctrines de combat, d'art de commandement, de stratégies et techniques de la guerre moderne, en vue de former des chefs compétents capables d'accomplir efficacement leurs futures missions». Le général-major Djilali Rih a, aussi, souligné «l'intérêt accordé par le commandement des forces terrestres à cette école, véritable bastion pour la formation de soldats maîtrisant le savoir, la science et la justesse dans l'action, tout en étant ancrés dans les valeurs morales». Après le passage en revue des carrés des élèves et des stagiaires par le commandant des forces terrestres, la cérémonie s'est poursuivie par la prestation de serment, la remise des diplômes et grades aux majors des promotions, ainsi que la passation du drapeau de l'école. Les promotions sortantes ont ensuite présenté des démonstrations militaires. Le commandant des forces terrestres a, également, inauguré une exposition portes ouvertes, mettant en exergue les divers équipements et moyens pédagogiques destinés à l'apprentissage pratique.

Hamid B.